

**TABLEAU DE BORD DE L'ECONOMIE**

Burkina Faso  
Unité - Progrès - Justice

Ministère de l'Economie, des Finances et  
du Développement

Secrétariat Général

Institut National de la Statistique  
et de la Démographie (INSD)



**TBE n° 03/2021**

***Tableau de bord de l'Economie***

**au 3 ème trimestre 2021**

**Décembre 2021**

## SOMMAIRE

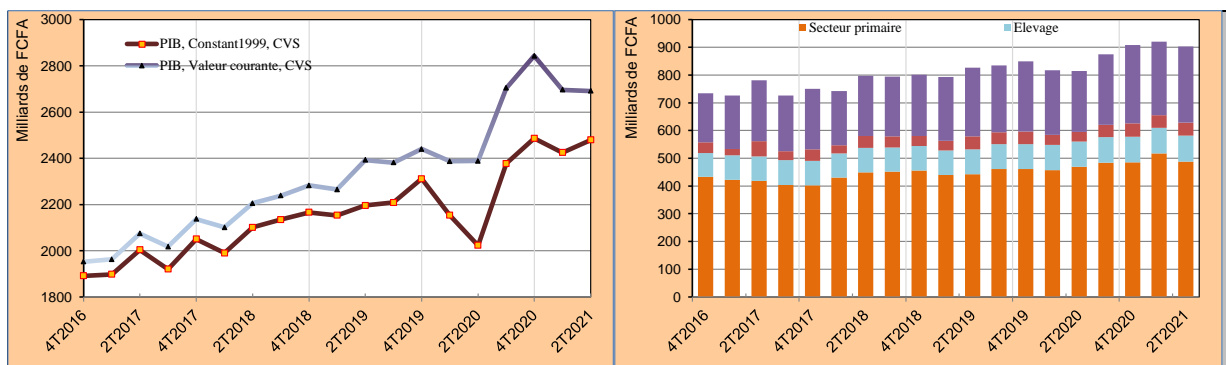
<b>Secteur réel</b> .....	<b>3</b>
<b>Secteur finances publiques</b> .....	<b>10</b>
<b>Secteur monétaire</b> .....	<b>15</b>
<b>Secteur extérieur</b> .....	<b>19</b>
<b>Définitions et abréviations</b> .....	<b>25</b>
<b>Crédit des contributions</b> .....	<b>26</b>

## Secteur réel

La hausse du niveau général des prix à la consommation s'est poursuivie au troisième trimestre 2021 tant en glissement trimestriel qu'annuel. Ainsi, La hausse trimestrielle est de 1,8% et celle annuelle est de 3,6% contre respectivement 2,9% et 3,5% au trimestre précédent. Au deuxième trimestre 2021, le PIB réel poursuit sa croissance qui s'établit à 2,2% par rapport au trimestre précédent après une baisse de -2,5% enregistrée au trimestre précédent. Cette croissance de l'activité économique au cours du deuxième trimestre 2021 résulte d'une poursuite de la reprise des activités dans les différents secteurs. Il s'agit des hausses dans le secteur tertiaire (+7,9%) et une baisse du secteur primaire (-5,6%) et du secteur secondaire (-0,4%). Au deuxième trimestre 2021, la production industrielle enregistre une baisse par rapport au premier trimestre. En effet, l'indice harmonisé de la production industrielle (IHP), établi à 122,3, est en baisse de 27,5% en glissement trimestriel. Par rapport au même trimestre de 2020, l'indice enregistre une baisse de 18,4%.

### COMPTES NATIONAUX TRIMESTRIELS (CNT)

CNT (Milliards de FCFA) En volume aux prix de l'année précédente chaînés, CVS	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	1. Trim.	2. Trim.	Glissement	
	2020	2020	2020	2021	2021	trimestriel	annuel
<b>Secteur primaire</b>	<b>469,4</b>	<b>484,4</b>	<b>485,9</b>	<b>517,3</b>	<b>488,3</b>	<b>-5,6%</b>	<b>4,0%</b>
Agriculture	337,6	344,5	345,4	376,0	346,8	-7,8%	2,7%
Agriculture hors égrenage de coton	325,4	332,6	333,8	364,1	335,6	-7,8%	3,1%
Egrenage de coton	13,0	12,9	12,7	13,2	12,3	-6,9%	-5,1%
<b>Elevage</b>	<b>91,3</b>	<b>91,8</b>	<b>92,4</b>	<b>93,1</b>	<b>93,6</b>	<b>0,5%</b>	<b>2,6%</b>
Sylviculture et chasse	32,7	38,5	38,5	38,5	38,5	0,0%	17,6%
Pêche et aquaculture	6,7	7,9	7,8	7,8	7,8	0,0%	17,6%
Secteur secondaire	542,6	614,8	696,4	644,0	641,4	-0,4%	18,2%
Activités extractives	247,8	282,5	339,9	310,7	292,8	-5,8%	18,1%
Activités manufacturières	210,9	240,5	253,2	234,9	259,1	10,3%	22,9%
Agroalimentaire	138,0	156,1	164,8	148,6	168,2	13,2%	21,8%
Fabrication de textiles et articles d'habillements	26,7	27,1	26,7	27,1	27,1	0,0%	1,4%
Fabrication de produits minéraux	12,0	12,0	12,5	13,9	16,0	14,9%	33,0%
<b>Autres industries manufacturières</b>	<b>34,5</b>	<b>44,5</b>	<b>48,0</b>	<b>44,4</b>	<b>47,3</b>	<b>6,6%</b>	<b>37,2%</b>
Electricité - Eau - Assainissement	17,9	17,9	18,3	18,9	19,5	3,0%	8,9%
Construction	58,2	65,3	71,0	62,5	64,1	2,5%	10,2%
Secteur tertiaire	787,9	1 015,5	1 006,5	989,3	1 067,7	7,9%	35,5%
Commerce et réparation	119,9	182,0	200,8	192,5	202,7	5,3%	69,0%
Transport et entreposage	19,5	21,0	26,6	22,4	27,3	22,0%	40,2%
Hébergement et restauration	30,3	38,5	41,0	44,0	57,0	29,5%	87,8%
Information et communication	61,0	65,1	69,3	72,6	69,2	-4,7%	13,3%
Services Financiers et assurances	35,9	35,9	38,8	37,9	37,9	0,0%	5,6%
Activités immobilières	101,9	119,9	119,9	119,9	119,9	0,0%	17,6%
Activités professionnelles, scientifiques, techniques, Services de	25,5	25,9	26,6	25,9	24,8	-4,5%	-2,9%
Services d'administration publique et autres services collectifs	389,6	522,6	480,2	473,7	526,2	11,1%	35,1%
<b>Impôts et taxes nets sur les produits</b>	<b>219,6</b>	<b>254,2</b>	<b>281,7</b>	<b>266,1</b>	<b>273,5</b>	<b>2,8%</b>	<b>24,5%</b>
<b>PIB, Volume au prix de l'année précédente</b>	<b>2 023,1</b>	<b>2 377,5</b>	<b>2 486,3</b>	<b>2 424,8</b>	<b>2 479,1</b>	<b>2,2%</b>	<b>22,5%</b>
<b>PIB, Valeur courante, CVS</b>	<b>2 388,6</b>	<b>2 704,0</b>	<b>2 843,2</b>	<b>2 696,4</b>	<b>2 691,2</b>	<b>-0,2%</b>	<b>12,7%</b>



Au deuxième trimestre 2021, le PIB réel poursuit sa croissance qui s'établit à 2,2% par rapport au trimestre précédent après une baisse de -2,5% enregistrée au trimestre précédent. Cette croissance de l'activité économique au cours du deuxième trimestre 2021 résulte d'une poursuite de la reprise des activités dans les différents secteurs. Il s'agit des hausses dans le secteur tertiaire (+7,9%) et des baisses du secteur primaire (-5,6%) et du secteur secondaire (-0,4%).

La croissance dans le secteur tertiaire est liée au maintien de l'allègement des mesures de relance dans la lutte contre la COVID-19. En effet, on note une progression des services d'hébergement (+29,5%), des activités des services de transport (+22,0%), et du commerce (+5,3%);

Le secteur primaire quant à lui enregistré une forte baisse de 5,6% en relation avec une baisse dans le sous-secteur de l'agriculture (-7,8%);

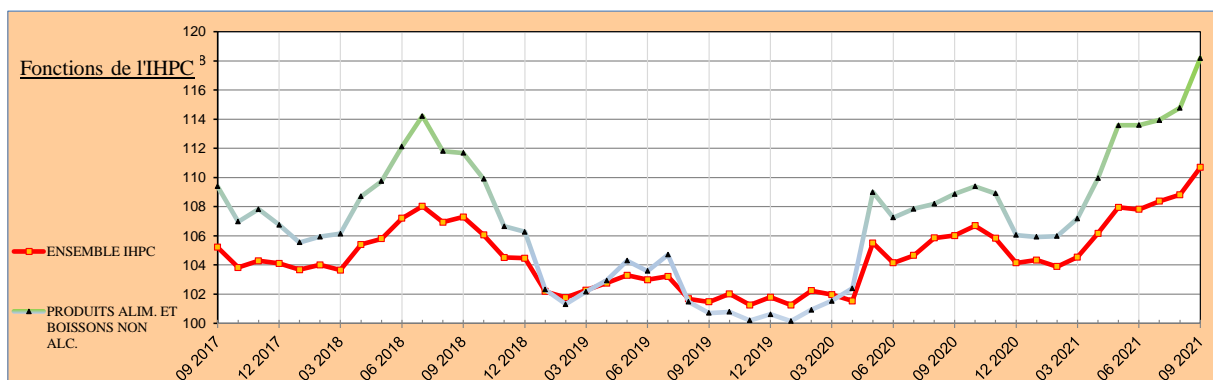
La baisse de la croissance dans le secondaire est due principalement à la forte baisse des activités extractives (-5,8%) qui annihile les performances dans les secteurs des activités manufacturières (+10,3%), de l'énergie (+3,0%) et de la construction (+2,3%).

En variation annuelle, le PIB croit de 22,5% au deuxième trimestre après sa croissance entamée au premier trimestre de 12,6%. Cette performance est liée au rythme de l'activité dans le secteur tertiaire (+35,5%), du secteur secondaire (+18,2%) et le secteur primaire (4,0%).

Source : MINEFID / INSD

## INDICE HARMONISE DES PRIX A LA CONSOMMATION (IHPC)

IHPC Trimestriel Base 100 = 2014	3. Trim.	4. Trim.	1. Trim.	2. Trim.	3. Trim.	Glissement	
	2020	2020	2021	2021	2021	trimestriel	annuel
<b>ENSEMBLE IHPC</b>	<b>105,5</b>	<b>105,6</b>	<b>104,3</b>	<b>107,3</b>	<b>109,3</b>	<b>1,8%</b>	<b>3,6%</b>
PRODUITS ALIM. ET BOISSONS NON ALC.	108,3	108,1	106,4	112,4	115,6	2,9%	6,8%
BOISSONS ALCOOLISEES, TABACS ET STUPEFIANTS	138,2	132,7	128,5	132,2	142,1	7,5%	2,8%
ART. D'HABILLEMENT ET ARTICLES CHAUSSANTS	101,3	101,3	101,3	101,3	101,3	0,0%	0,0%
LOGEMENT, EAU, ELECTRICITE, GAZ, AUTRES COMB.	96,3	100,1	98,9	99,8	98,3	-1,5%	2,1%
AMEUBL., EQUIP. MENAGER, ENTRET. MAISON	101,3	101,3	101,3	101,3	101,3	0,0%	0,0%
SANTE	100,4	100,4	100,5	100,5	100,6	0,0%	0,1%
TRANSPORTS	98,6	98,4	98,2	98,5	98,5	0,0%	-0,1%
COMMUNICATION	98,8	98,8	98,8	98,8	98,8	0,0%	0,0%
LOISIRS, SPECTACLES ET CULTURE	101,1	101,1	101,2	101,2	101,2	0,0%	0,0%
ENSEIGNEMENT	107,4	107,8	107,8	107,8	108,7	0,8%	1,2%
HOTELS, CAFES, RESTAURANTS	104,8	105,1	105,5	105,6	106,0	0,4%	1,1%
AUTRES BIENS ET SERVICES	100,8	100,9	100,9	100,9	100,9	0,1%	0,2%



La hausse du niveau général des prix à la consommation s'est poursuivie au troisième trimestre 2021 tant en glissement trimestriel qu'annuel. Ainsi, La hausse trimestrielle est de 1,8% et celle annuelle est de 3,6% contre respectivement 2,9% et 3,5% au trimestre précédent.

La hausse relevée en glissement trimestriel est surtout liée à une flambée des prix des produits des fonctions de consommation "boissons alcoolisées, tabacs et stupéfiants" (+7,56%) et "produits alimentaires et boissons non alcoolisées" (+2,9). La fonction "logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles" a par contre enregistré un recul de 1,5% des prix. Les autres fonctions de consommation ont connu une faible variation trimestrielle de leurs prix (entre 0,0% et 0,8%).

L'inflation de 3,6% relevée en variation annuelle reste imputable au renchérissement des "produits alimentaires et boissons non alcoolisées" (+6,8%) et des "boissons alcoolisées, tabacs et stupéfiants" (+2,8%), mais aussi des services de "logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles" (+2,1%).

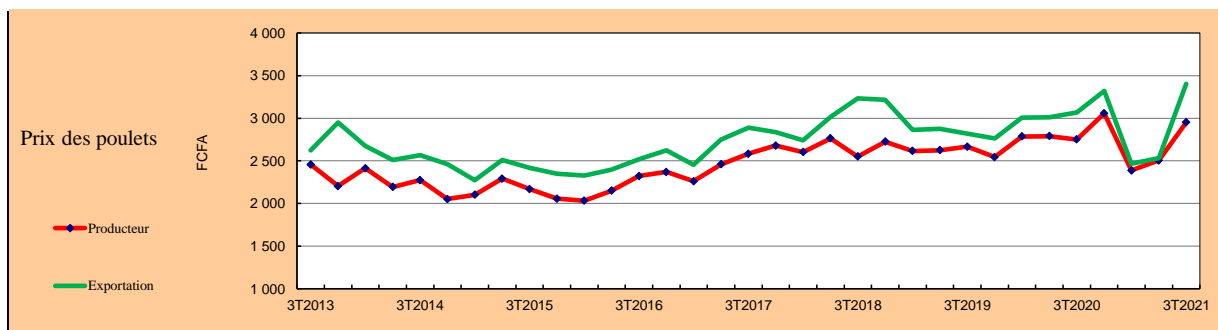
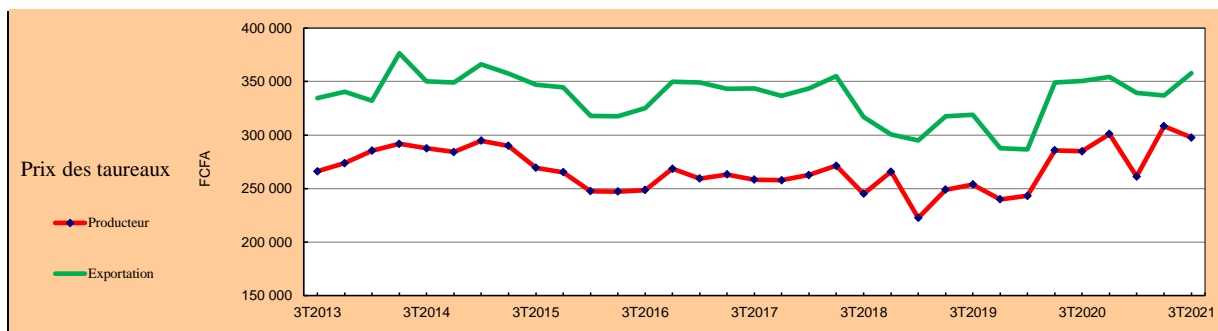
Pour les « produits alimentaires et boissons non alcoolisées » la hausse annuelle comme trimestrielle des prix s'expliquerait par l'envolée des prix de certains légumes comme la tomate et la carotte, des céréales comme le sorgho, et des poissons frais.

A fin septembre 2021, l'inflation moyenne des 12 derniers mois est de 3,3% contre 0,1% à fin septembre 2020. Le renchérissement des produits alimentaires, des boissons alcoolisées et non alcoolisées, et la hausse des services de logements demeurent les principaux éléments explicatifs de cette inflation au-dessus de 3%.

Source : MINEFID / INSD

### PRIX DES PRODUITS DE L'ELEVAGE

Prix sur les marchés de référence En Francs CFA	3. Trim.	4. Trim.	1. Trim.	2. Trim.	3. Trim.	Glissement	
	2020	2020	2021	2021	2021	trimestriel	annuel
	Prov						
Prix au producteur du taureau	284 903	300 949	261 283	308 244	297 687	-3,4%	4,5%
Prix à l'exportation du taureau	350 379	354 371	339 347	337 066	357 797	6,2%	2,1%
Prix au producteur du bœlier	52 134	48 695	46 062	55 766	60 745	8,9%	16,5%
Prix à l'exportation du bœlier	53 250	58 200	50 902	53 348	70 002	31,2%	31,5%
Prix au producteur du bouc	27 798	28 604	26 208	27 687	29 515	6,6%	6,2%
Prix à l'exportation du bouc	26 781	33 000	22 383	23 587	31 909	35,3%	19,1%
Prix au producteur du poulet	2 750	3 057	2 388	2 505	2 951	17,8%	7,3%
Prix à l'exportation du poulet	3 069	3 319	2 465	2 534	3 403	34,3%	10,9%
Prix au producteur de la pintade	2 765	2 948	2 738	2 813	2 933	4,3%	6,1%
Prix à l'exportation de la pintade	2 951	3 174	2 938	3 034	3 148	3,8%	6,7%



Le marché du bétail au troisième trimestre s'est caractérisé comme au deuxième trimestre 2021 par une baisse du niveau d'approvisionnement. La conséquence directe de cette baisse constatée est une hausse générale des prix du bétail et de la volaille.

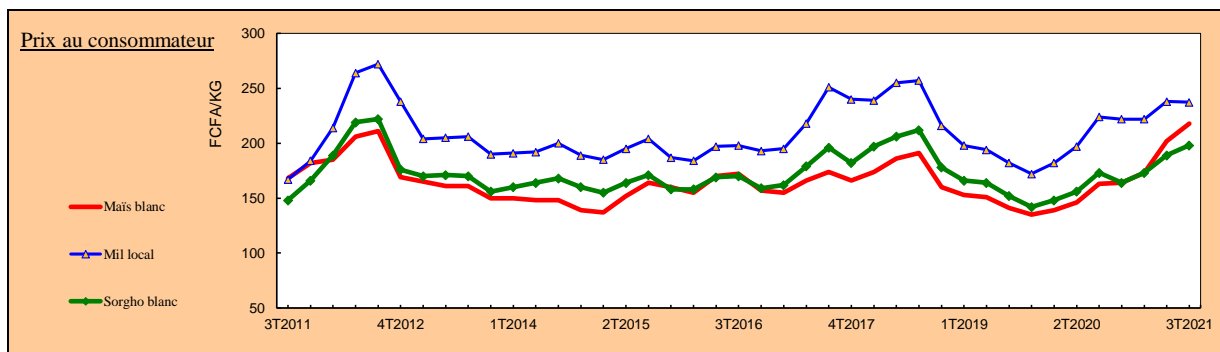
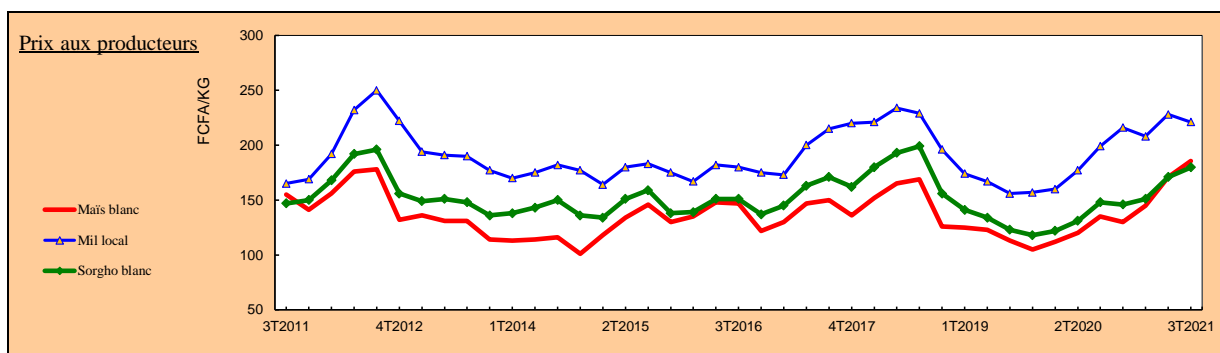
Le prix du taureau au troisième trimestre de 2021 a varié en fonction des marchés. En effet, en glissement trimestriel, le prix du taureau a connu des variations de -3,4% sur les marchés de production et de 6,1% sur les marchés d'exportation. En glissement annuel, les variations des prix du taureau ont, cependant, été en hausse de 4,5% sur les marchés de production et de 2,1% sur les marchés d'exportation.

Le prix du bœlier a connu également une hausse sur les deux types de marchés par rapport au trimestre précédent et à la même période de 2020. En glissement trimestriel, le prix du bœlier a affiché une hausse de 8,9% et de 31,2% respectivement sur les marchés de production et d'exportation. De même, en glissement annuel, les prix ont été à la hausse sur les marchés de production 16,5% et sur ceux d'exportation 31,5%. Quant au prix du bouc, il a connu une hausse sur les deux types de marchés tant en glissement trimestriel qu'en glissement annuel. En glissement trimestriel, les variations ont été de 6,6% sur les marchés de production et de 35,3% sur les marchés d'exportation. En glissement annuel, les variations étaient de 6,2% sur les marchés de production et 19,1% sur les marchés d'exportation.

Sources : M.R.A.H. / D.G.E.S.S.

## PRIX DES PRODUITS AGRICOLES

Prix sur les marchés de référence (En Francs CFA / Kg)	3. Trim.	4. Trim.	1. Trim.	2. Trim.	3. Trim.	Glissement	
	2020	2020	2021	2021	2021	trimestriel	annuel
Prix au producteur du maïs blanc	135,0	130,0	145,0	171,0	185,6	8,5%	37,5%
Prix au consommateur du maïs blanc	163,0	164,0	173,0	202,0	217,9	7,8%	33,7%
Prix au producteur du mil local	199,0	216,0	208,0	228,0	221,0	-3,1%	11,1%
Prix au consommateur du mil local	224,0	222,0	222,0	238,0	237,4	-0,3%	6,0%
Prix au producteur du sorgho blanc	148,0	146,0	151,0	171,0	179,7	5,1%	21,4%
Prix au consommateur du sorgho blanc	173,0	164,0	173,0	189,0	198,1	4,8%	14,5%



Le troisième trimestre de l'année 2021 a été marqué par une réduction de l'approvisionnement des marchés entraînant une faiblesse de l'offre céréalière sur les marchés. Ce trimestre, habituellement marqué par la période de soudure a été particulièrement difficile cette année du fait du faible niveau des stocks. L'offre est jugée faible comparativement à l'année précédente à la même période et à la moyenne des cinq dernières années. Cette faiblesse est plus marquée dans les régions du Centre-Nord, du Nord et du Sahel où l'état défectueux des routes en période hivernale entrave l'accès physique aux marchés. De plus, la situation sécuritaire dans ces Régions entrave l'approvisionnement voire la fermeture de certains marchés. Certains marchés des régions de la Boucle du Mouhoun (Toéni, Gomboro et Kombori) et de l'Est (Piéga, Namoungou, Kodjena, Nadiabonly) ne sont plus fonctionnels. Néanmoins, la présence des boutiques de vente à prix social de la SONAGESS contribue à pallier le déficit céréalière dans ces localités.

Les prix des céréales ont enregistré des hausses par rapport aux périodes antérieures. Les variations annuelles sont les plus importantes, notamment pour le maïs. Ces hausses sont principalement dues à : (i) la faiblesse de la production céréalière par rapport à une demande de plus en plus forte notamment en maïs, (ii) une recrudescence de l'insécurité des régions du Nord, du Centre-Nord et du Sahel, impactant négativement l'approvisionnement des marchés, (iii) une hausse de la demande des déplacés internes dont le nombre ne cesse de croître.

Les prix moyens à la collecte se situaient à 171 FCFA le kilo pour le maïs, 228 FCFA pour le mil et 171 FCFA pour le sorgho. Ce qui donne des variations par rapport au trimestre précédent de -3,1% pour le mil, +5,1% pour le sorgho et de +8,5% pour le maïs. Par rapport au troisième trimestre de l'année 2020, les variations sont de +37,5%, +11,1% et +21,4% respectivement pour le maïs, le mil et le sorgho. Comparé au même trimestre des cinq dernières années, des hausses de 13% pour le mil, de 14% pour le sorgho et de 30% pour le maïs sont enregistrées.

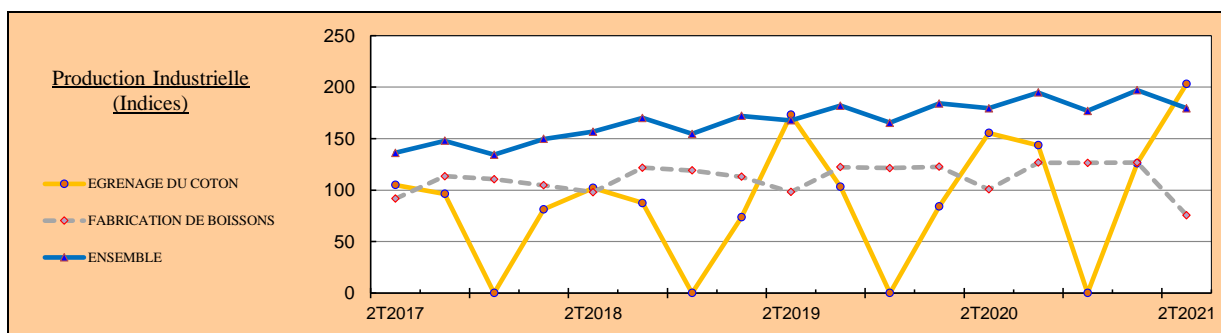
Sur les marchés de détail, les moyennes des prix se situaient à 218 FCFA le kilo pour le maïs, 237 FCFA pour le mil et 198 FCFA pour le sorgho. Ces prix sont en hausse trimestrielle de 4,8% et de 7,8% respectivement pour le sorgho et le maïs. Le prix du mil local est demeuré stable pour la période. Comparativement au même trimestre de l'année 2020, des hausses des prix de l'ordre de 6%, de 14,5% et 33,7% ont également été enregistrées respectivement pour le mil local, le sorgho et le maïs. Comparé à la moyenne des cinq dernières années, des hausses de 7% pour le mil, de 10% pour le sorgho et de 29% pour le maïs ont été enregistrées.

Au prochain trimestre, les prix de céréales connaîtront des baisses avec la période de récolte. L'amplitude de ces baisses sera fonction du déroulement de la campagne agricole 2021/2022.

Sources : M.A.A.H. / SO.NA.GE.S.S.

## INDICES TRIMESTRIELS CHAINES - BASE 100 EN 2015 - DIVISIONS

IHPI Trimestriel INDICES TRIMESTRIELS CHAINES - BASE 100 EN 2015 - DIVISIONS	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	1. Trim.	2. Trim.	Glissement	
	2020	2020	2020	2021	2021	trimestriel	annuel
EGRENAGE DU COTON	143,5	0,0	126,1	203,2	110,2	-45,8%	-23,2%
EXTRACTION DE MINERAIS MÉTALLIQUES	162,1	136,7	141,5	159,6	108,5	-32,0%	-33,1%
ACTIVITÉS DE SOUTIEN AUX INDUSTRIES EXTRACTIVES	145,1	345,8	291,1	321,7	0,0	-100,0%	-100,0%
FABRICATION DE PRODUITS ALIMENTAIRES	85,4	133,9	93,1	118,3	78,2	-33,9%	-8,4%
FABRICATION DE BOISSONS	126,7	126,4	126,8	75,7	99,6	31,6%	-21,4%
FABRICATION DE PRODUITS A BASE DE TABAC	146,6	155,6	153,9	130,3	132,8	1,9%	-9,4%
ACTIVITES DE FABRICATION DE TEXTILES	137,9	133,6	71,2	180,3	111,5	-38,2%	-19,1%
FABRICATION D'ARTICLES D'HABILLEMENT	117,3	54,9	328,2	228,0	123,1	-46,0%	5,0%
TRAVAIL DU CUIR ; FABRICATION D'ARTICLES DE VOYAGE	68,6	58,1	41,2	35,8	41,2	15,1%	-39,9%
TRAVAIL DU BOIS ET FABRICATION D'ARTICLES EN BOIS	94,0	317,7	145,5	44,0	94,2	114,3%	0,2%
FABRICATION DU PAPIER ET DU CARTON	103,8	119,1	436,7	280,9	154,5	-45,0%	48,9%
IMPRIMERIE ET REPRODUCTION D'ENREGISTREMENTS	70,8	80,3	179,8	75,6	30,5	-59,6%	-56,9%
FABRICATION DE PRODUITS CHIMIQUES	162,9	206,8	186,7	194,6	183,0	-6,0%	12,4%
TRAVAIL DU CAOUTCHOUC ET DU PLASTIQUE	140,5	129,8	125,9	140,0	152,5	9,0%	8,5%
FABRICATION DE MATERIAUX MINERAUX	81,6	94,1	91,5	91,7	106,4	16,0%	30,4%
MÉTALLURGIE	89,6	84,1	104,4	89,9	79,0	-12,1%	-11,8%
FABRICATION D'OUVRAGES EN MÉTAUX	43,2	86,6	93,2	169,2	153,8	-9,1%	255,8%
FABRICATION D'EQUIPEMENTS ELECTRIQUES	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		
FABRICATION DE MEUBLES ET MATELAS	304,6	289,0	327,0	370,4	307,9	-16,9%	1,1%
AUTRES INDUSTRIES MANUFACTURIERES	150,9	90,1	338,3	95,9	151,9	58,4%	0,6%
PRODUCTION ET DISTRIBUTION D'ÉLECTRICITÉ ET DE CHALEUR	415,1	337,7	314,1	264,8	440,5	66,3%	6,1%
CAPTAGE, TRAITEMENT ET DISTRIBUTION D'EAU	194,8	177,0	197,0	179,4	194,8	8,6%	0,0%
Ensemble	149,9	152,1	151,9	168,8	122,3	-27,5%	-18,4%



Au deuxième trimestre 2021, la production industrielle enregistre une baisse par rapport au premier trimestre. En effet, l'indice harmonisé de la production industrielle (IHPI), établi à 122,3, est en baisse de 27,5% en glissement trimestriel. Par rapport au même trimestre de 2020, l'indice enregistre une baisse de 18,4%.

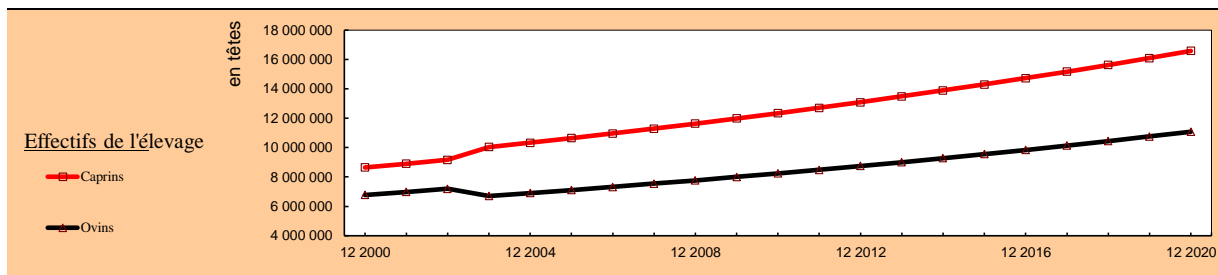
La baisse constatée est essentiellement imputable à la baisse de l'activité des industries d'égrénage (-45,8%), de l'extraction (-32,0%), de fabrication de produits alimentaires (-33,9%), de fabrication d'articles d'habillement (-46,0%) et de l'activité de fabrication de textiles (-38,2%). En glissement annuel, la même configuration se fait percevoir.

Certaines branches d'activités connaissent cependant une progression au deuxième trimestre 2021. Il s'agit notamment des industries de fabrication de boissons (+31,6%), des industries du travail du cuir, de fabrication d'articles de voyage et de chaussure et des industries du travail du bois (+15,1%), et fabrication d'articles en bois hors meubles (114,3%) et de la production et distribution d'eau, gaz et eau (66,3%).

Source : MINEFID / INSD

**EFFECTIFS DU SECTEUR DE L'ELEVAGE**

Effectifs (en têtes et en milliers de têtes)	déc 2016	déc 2017	déc 2018	déc 2019	déc 2020	Croissance moyenne	
						2016-2020	2019-2020
Effectif de bovins (en têtes)	9 457 934	9 647 073	9 839 995	10 036 771	10 237 484	2,0%	2,0%
Effectif d'ovins (en têtes)	9 842 712	10 137 973	10 442 084	10 755 322	11 077 955	3,0%	3,0%
Effectif de caprins (en têtes)	14 737 393	15 179 490	15 634 856	16 103 880	16 586 976	3,0%	3,0%
Effectif de la volaille (poules + pintades) (en milliers de têtes)	44 792	46 135	47 519	48 945	50 413	3,0%	3,0%

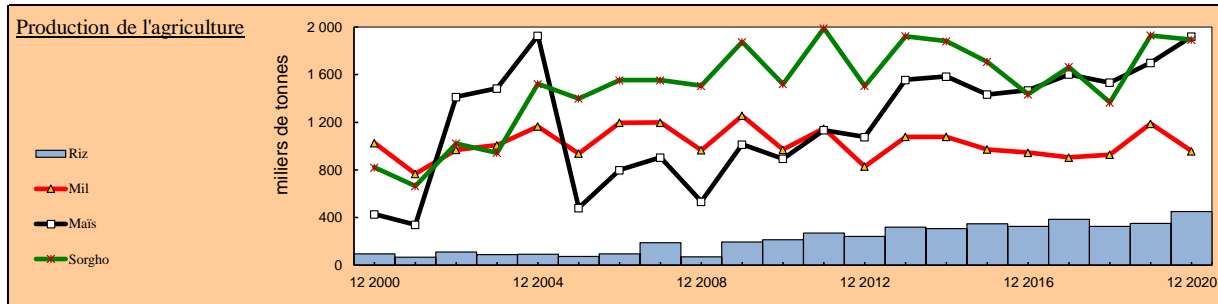


La pandémie de la Covid-19 n'a pas permis le bon déroulement des activités entrant dans le cadre de la Première Enquête Nationale sur le Cheptel (ENC1) qui devrait permettre de disposer de données actualisées. En attendant donc les résultats de l'ENC1, les effectifs du cheptel 2020 sont estimés sur la base des données de la deuxième Enquête Nationale sur les Effectifs du Cheptel (ENEC II). Les résultats de cette estimation consignés dans le tableau ci-dessus donnent des effectifs de 10 237 484 têtes de bovins, de 27 664 931 têtes de petits ruminants (ovins et caprins) et de 50 413 têtes pour la volaille (poules et pintades).

Sources : M.R.A.H. / D.G.E.S.S.

**PRODUCTION DU SECTEUR DE L'AGRICULTURE**

Production de l'agriculture (tonnes)	déc 2016	déc 2017	déc 2018	déc 2019	déc 2020	Croissance moyenne	
						2016-2020	2019-2020
Production brute totale de céréales	4 567 066	4 063 198	5 180 702	4 939 630	5 179 104	3,2%	4,8%
dont : Production brute de mil	905 071	928 234	1 189 079	970 176	957 253	1,4%	-1,3%
dont : Production brute de sorgho	1 663 844	1 365 898	1 929 834	1 871 792	1 893 571	3,3%	1,2%
dont : Production brute de maïs	1 602 525	1 533 431	1 700 127	1 710 898	1 920 101	4,6%	12,2%
dont : Production brute de riz (pluvial et irrigué)	384 690	325 566	350 392	376 577	451 421	4,1%	19,9%



Le suivi de la campagne agropastorale est la principale activité de ce troisième trimestre. Le début de la campagne agropastorale 2020/2021 a été caractérisé par un démarrage précoce des pluies sur la majeure partie du pays.

D'une manière générale, la physionomie des cultures est passable. Le cycle de production des cultures a été perturbé par les séquences sèches enregistrées. Ces séquences sèches enregistrées dans certaines localités du pays ont entraîné des impacts négatifs sur les différentes cultures. Plus de 200 000 ha de cultures céréalières et de rente ont été impactés par ces séquences sèches avec des pertes de production estimées à 75 000 tonnes. Plus de 80% des superficies impactées sont concentrées dans les régions du Nord, du Centre-Nord et du Sahel. Les spéculations les plus touchées sont le maïs, le niébé, le riz, le sorgho, l'arachide et le mil. A l'issue des pluies précoces enregistrées, s'en est suivie une hétérogénéité remarquable des précipitations ainsi que des séquences sèches longues enregistrées pendant les mois d'août et septembre 2021. Cependant, les barrages de Guitti, de Séguénéga, de Goïné, de Titao et de Ouahigouya présentaient un faible niveau de remplissage dû probablement aux séquences sèches. Par ailleurs, certaines localités ont, par contre, connu des inondations de champs. Ainsi, plus de 5 000 ha de cultures ont été inondés. Les régions de la Boucle du Mouhoun et du Centre-Ouest sont les plus touchées suivies de celle du Sud-Ouest.

Comparativement à la moyenne interannuelle à la même date, les volumes enregistrés aux barrages de Ziga, Titao, Ouahigouya, Séguénéga, Goïné, Dourou et du Lac Bam dans le bassin versant du Nakambé et de la Tapoa dans le bassin versant du Niger accusent également un déficit de remplissage.

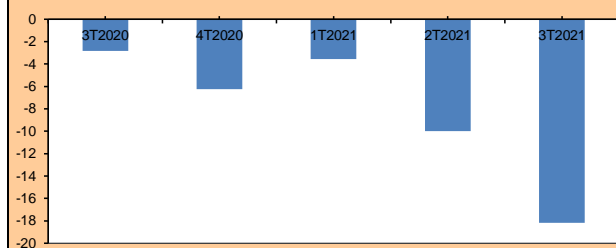
A la fin de ce troisième trimestre, les perspectives de récolte sont globalement passables. Le stade phénologique dominant est la maturation et maturité.

La fin de la saison est très difficile avec les séquences sèches enregistrées dans plusieurs localités surtout dans les parties Nord et Est du pays. La situation phytosanitaire, en cette fin de campagne est marquée par une accalmie des attaques de chenilles légionnaires d'automne. Les attaques ont été de faible ampleur comparativement à la campagne passée. Les cultures les plus touchées restent le maïs, le riz et le sorgho et les régions les plus affectées sont celles du Sud-Ouest, des Cascades, du Centre-Ouest, des Hauts-Bassins et de l'Est. A cela s'ajoutent des attaques de sautereaux et d'oiseaux granivores sur plus de 1 000 ha de céréales au Sahel.

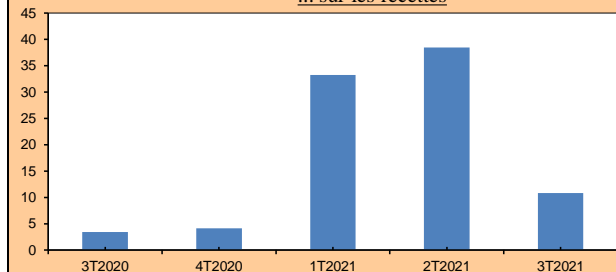
Sur le plan alimentaire, la disponibilité des denrées sur les marchés va s'améliorer les deux prochains mois car les récoltes vont s'intensifier. Les prix pourraient se stabiliser ou baisser légèrement mais resteraient au-dessus de ceux de la moyenne quinquennale.



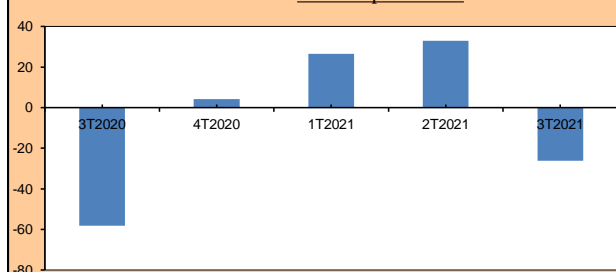
Sources : M.A.A.H. / SO.NA.GE.S.S.

**SOLDES D'OPINION (%) DES CHEFS D'ENTREPRISES...****... sur le climat des affaires****Climat des affaires**

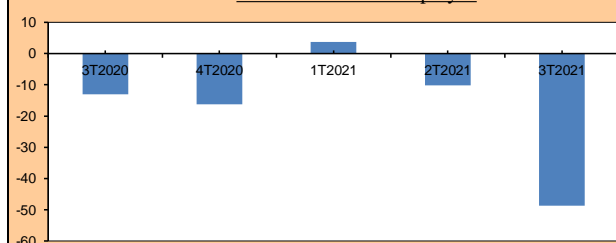
La détérioration du climat des affaires se poursuit au troisième trimestre 2021 après une dégradation continue depuis le 3ème trimestre 2019.

**... sur les recettes****Recettes**

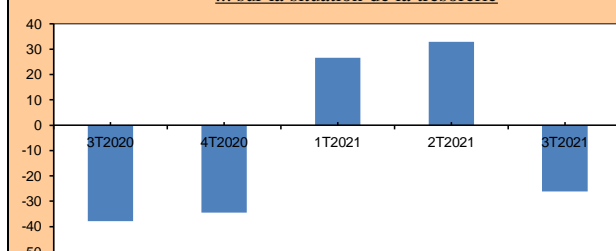
La hausse des recettes ralentit au 3ème trimestre après une progression continue depuis le 3ème trimestre 2020.

**... sur la production****Production**

La production baisse au 3ème trimestre 2021.

**... sur les effectifs employés****Effectifs employés**

La baisse des effectifs employés se poursuit au 3ème trimestre 2021.

**... sur la situation de la trésorerie****Trésorerie des entreprises**

La situation de la trésorerie se détériore au 3ème trimestre 2021.

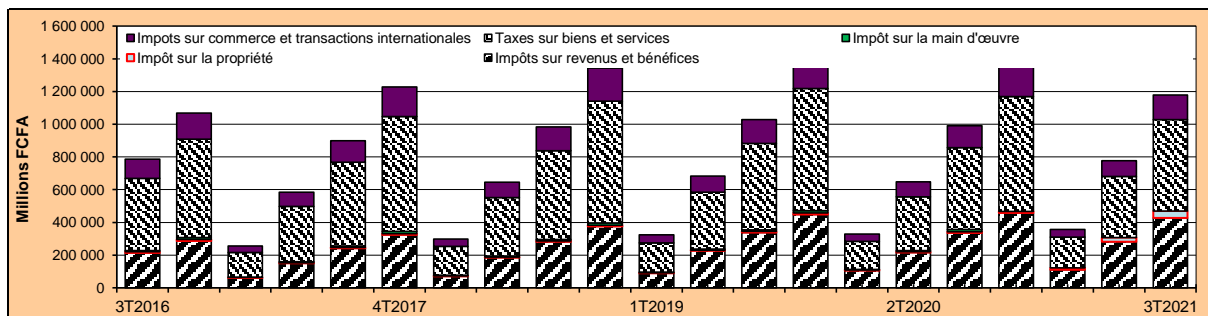
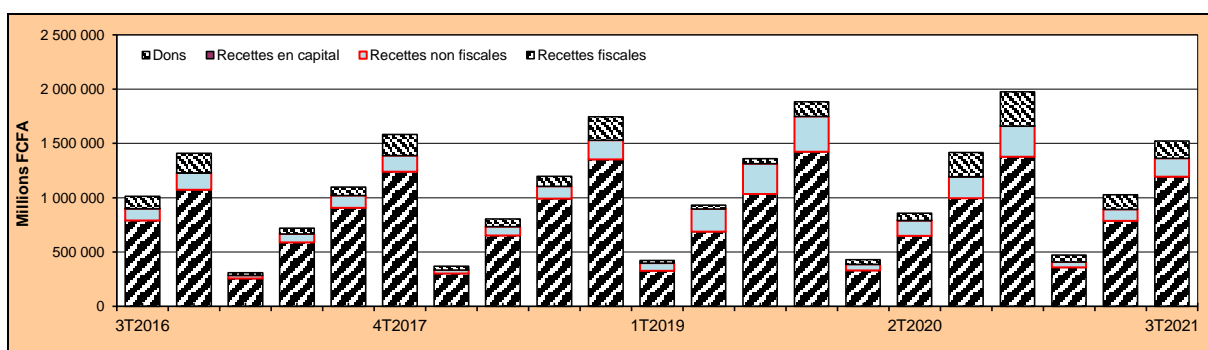
Source : MINEFID / INSD

# Finances publiques

L'exécution des opérations financières de l'Etat, à fin septembre 2021, s'est soldée par un déficit (base engagement) de 600,04 milliards de FCFA, contre un déficit de 406,41 milliards de FCFA un an plus tôt.

## RECETTES TOTALES ET DONS

RECETTES CUMULEES (En millions Francs CFA)	Prévision budgétaire (2021)	3. Trim.	4. Trim.	1. Trim.	2. Trim.	3. Trim.	Taux d'exécution	Glissement annuel
		2020	2020	2021	2021	2021		
		Réal.	Réal.	Est.	Est.	Est.		
<b>Recettes totales et dons</b>	<b>2 100 905,8</b>	<b>1 417 762,4</b>	<b>1 975 339,7</b>	<b>472 722,1</b>	<b>1 028 351,5</b>	<b>1 524 391,8</b>	<b>72,6%</b>	<b>7,5%</b>
Recettes totales	1 789 449,7	1 194 058,8	1 659 380,9	408 575,6	891 282,0	1 363 581,6	76,2%	14,2%
Recettes courantes	1 789 449,7	1 193 772,4	1 659 076,2	408 575,6	891 282,0	1 363 581,6	76,2%	14,2%
Recettes fiscales	1 584 753,7	995 533,5	1 377 023,8	360 546,0	785 257,2	1 192 398,0	75,2%	19,8%
Impôts sur revenus et bénéfiques	470 203,3	335 517,0	457 052,1	109 261,4	281 710,2	427 998,8	91,0%	27,6%
Impôt sur la main d'œuvre	16 267,4	10 963,3	14 608,1	4 037,2	8 004,2	12 787,3	78,6%	16,6%
Taxes sur biens et services	812 844,0	500 753,3	701 193,9	187 198,2	371 493,1	559 545,3	68,8%	11,7%
Taxe sur le commerce et les transactions internationales	218 170,8	135 122,9	185 295,2	47 176,8	96 949,0	149 394,1	68,5%	10,6%
Autres recettes fiscales	2 229,4	5 875,5	8 583,2	294,7	650,0	1 031,2	46,3%	-82,4%
Recettes non fiscales	204 696,0	198 238,9	282 052,3	48 029,5	106 024,8	171 183,6	83,6%	-13,6%
Recettes en capital	0,000	286,351	304,702	0,000	0,000	0,000		-100,0%
<b>Dons</b>	<b>311 456,1</b>	<b>223 703,6</b>	<b>315 958,8</b>	<b>64 146,6</b>	<b>137 069,5</b>	<b>160 810,2</b>	<b>51,6%</b>	<b>-28,1%</b>
Projets	237 685,4	107 023,5	156 280,5	46 944,6	91 555,7	115 296,4	48,5%	7,7%
Programmes	73 770,7	116 680,0	159 678,3	17 202,0	45 513,9	45 513,9	61,7%	-61,0%



Le TOFE affiche un niveau de mobilisation des recettes totales et dons de 1524,39 milliards de FCFA au 30 septembre 2021 contre un niveau de 1417,76 milliards de FCFA à la même période en 2020, soit une progression de 7,5% (106,63 milliards de FCFA). La hausse des recettes propres de l'Etat de 169,52 milliards de FCFA explique cette performance, les dons ayant marqué une baisse de 62,89 milliards de FCFA au cours de la période.

Les recettes propres ont enregistré une progression de 14,2% par rapport à fin septembre 2020 pour s'établir à 1 363,58 milliards de FCFA. Cette performance est uniquement imputable à celle des recettes fiscales, les recettes non fiscales ayant baissé sur la période (-27,06 milliards de FCFA).

En effet, les recettes fiscales, au 30 septembre 2021, se sont situées à 1 192,40 milliards de FCFA, en augmentation de 196,86 milliards de FCFA par rapport au niveau de fin septembre 2020. Cette hausse est due essentiellement à l'augmentation des « impôts sur revenus et bénéfiques » de 92,48 milliards de FCFA, des « taxes sur biens et services » de 58,79 milliards de FCFA, des « impôts sur la propriété » de 34,34 milliards de FCFA et des « impôts sur le commerce et les transactions internationales » de 14,27 milliards de FCFA.

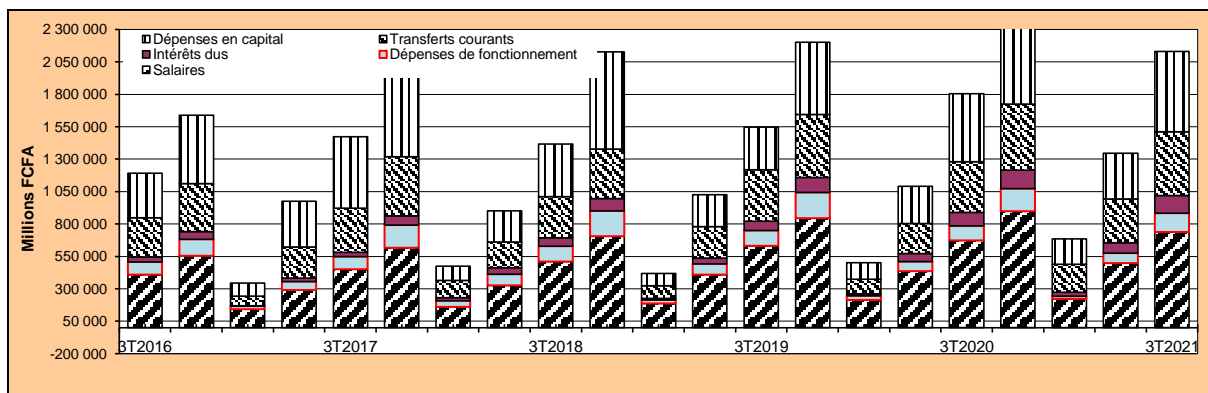
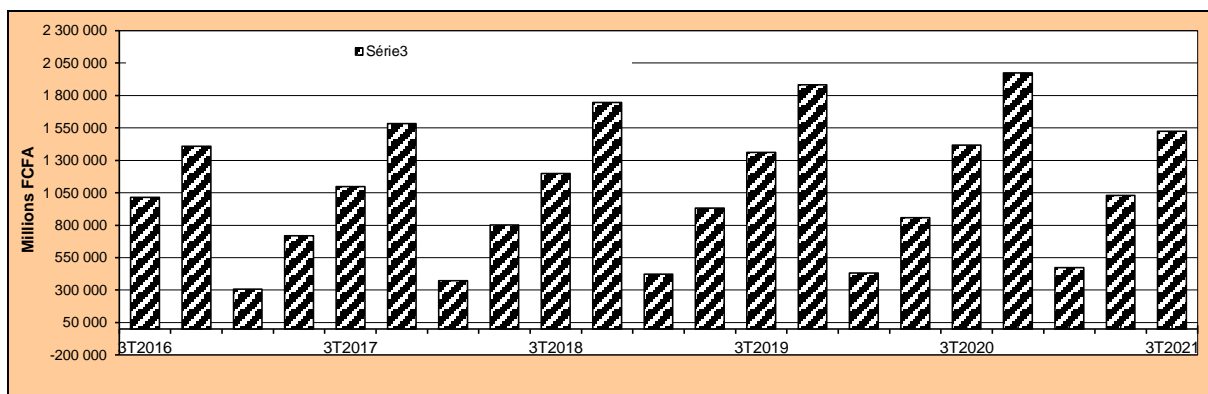
Les recettes non fiscales, qui incluent les recettes liées à l'acquisition des licences de téléphonie mobile, ont connu une diminution de 27,06 milliards de FCFA (-13,6%) pour se situer à 171,18 milliards de FCFA à fin septembre 2021, après un niveau de 198,24 milliards de FCFA à la même période de 2020. Cette baisse résulte de la diminution des « ventes non industrielles » (-25,66 milliards de FCFA) et des « autres recettes non fiscales » (-13,02 milliards de FCFA) et de l'augmentation des « produits financiers » (+12,60 milliards de FCFA).

En ce qui concerne les dons, la mobilisation est de 160,81 milliards de FCFA pour les trois premiers trimestres de 2021 contre

Source : MINEFID / D.G.T.C.P

## DEPENSES ET PRETS NETS

DEPENSES CUMULEES (En millions Francs CFA)	Prévision budgétaire (2021)	3. Trim.	4. Trim.	1. Trim.	2. Trim.	3. Trim.	Taux d'exécution	Glissement annuel
		2020	2020	2021	2021	2021		
		Réal.	Réal.	Est.	Est.	Est.		
<b>Dépenses et prêts nets</b>	<b>2 643 649,5</b>	<b>1 808 006,7</b>	<b>2 499 952,7</b>	<b>684 026,0</b>	<b>1 340 919,3</b>	<b>2 124 434,3</b>	<b>80,4%</b>	<b>17,5%</b>
Dépenses	2 653 718	1 805 347,2	2 504 304,5	684 845,3	1 345 450,8	2 129 400,3	80,2%	17,9%
Dépenses courantes	1 755 992	1 280 450,4	1 724 301,6	490 053,1	994 276,1	1 510 185,8	86,0%	17,9%
Salaires	950 000	674 676,6	897 208,1	223 171,7	497 886,0	738 819,0	77,8%	9,5%
Dépenses de fonctionnement	199 000	110 638,4	176 292,6	21 290,6	78 078,1	145 180,7	73,0%	31,2%
Intérêts dus	175 544	104 290,1	140 576,7	28 525,3	79 699,9	137 148,6	78,1%	31,5%
Transferts courants	431 449	390 845,3	510 224,1	217 065,4	338 612,1	489 037,5	113,3%	25,1%
Dépenses en capital	897 726	524 896,7	780 002,9	194 792,2	351 174,7	619 214,5	69,0%	18,0%
financées sur ressources propres	532 150	279 558,2	432 917,7	82 553,1	161 173,1	318 577,0	59,9%	14,0%
Prêts nets	-10 069	2 659,5	-4 351,8	-819,3	-4 531,5	-4 966,0	49,3%	-286,7%



Les dépenses totales et prêts nets, en se situant à 2 124,43 milliards de FCFA au 30 septembre 2021 contre 1 824,17 milliards de FCFA à la même période en 2020, enregistrent une hausse de 300,26 milliards de FCFA (+16,5%). Cette augmentation est imputable à celle des dépenses courantes (+ 213,57 milliards de FCFA) ainsi qu'à celle des dépenses en capital (+ 94,32 milliards de FCFA).

Les dépenses courantes ont été exécutées à hauteur de 1 510,19 milliards de FCFA pour les trois premiers trimestres de l'année 2021, enregistrant un accroissement de 16,5% par rapport à la même période de 2020. L'augmentation de cette catégorie s'explique par celles de toutes ses sous-catégories. En effet, les dépenses de transferts courants, de charges de personnel, les dépenses de fonctionnement et de charges de la dette progressent respectivement de 82,03 milliards de FCFA, de 64,14 milliards de FCFA, de 34,54 milliards de FCFA et de 32,86 milliards de FCFA sur la période.

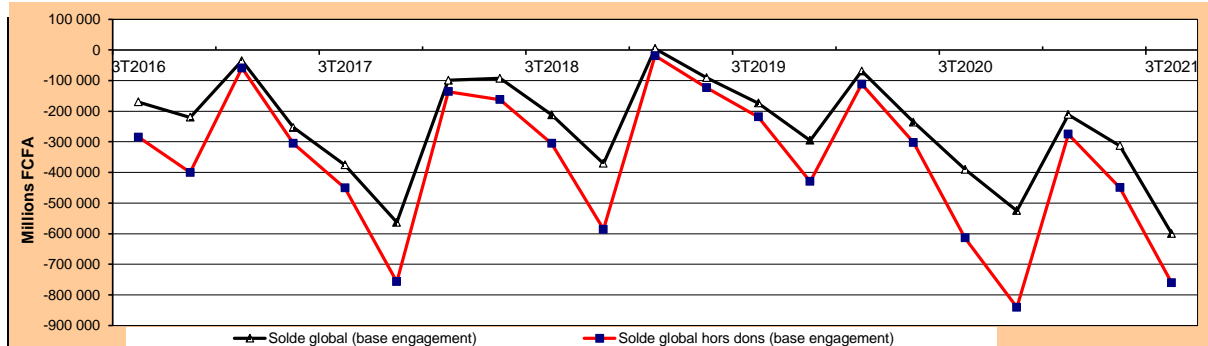
L'accroissement des dépenses de personnel (+9,5%) s'expliquerait principalement par l'incidence des rappels effectués au titre de la prise en charge des actes de promotions statutaires (avancements, bonifications, reclassements etc.) et des actes relatifs à la mise à jour de la situation indemnitaire des agents..

Les dépenses en capital se sont établies à 619,21 milliards de FCFA à fin septembre 2021 en accroissement de 94,32 milliards de FCFA (+18,0%) par rapport à la même date en 2020. Cette hausse est portée aussi bien par les investissements financés sur ressources extérieures qui ont progressé de 104,84 milliards de FCFA que par ceux financés sur ressources propres qui ont

Source : MINEFID / D.G.T.C.P

## SOLDES ET FINANCEMENT

SOLDE GLOBAL (Cumulés, millions Francs CFA)	Prévision budgétaire (2021)	3. Trim.	4. Trim.	1. Trim.	2. Trim.	3. Trim.	Taux d'exécution	Glissement annuel
		2020	2020	2021	2021	2021		
		Réal.	Réal.	Est.	Est.	Est.		
<b>Solde global (base engagement)</b>	<b>-542 743,7</b>	<b>-390 244,4</b>	<b>-524 613,0</b>	<b>-211 303,8</b>	<b>-312 567,8</b>	<b>-600 042,5</b>	<b>110,6%</b>	<b>53,8%</b>
Solde global hors dons (base engagement)	-854 199,8	-613 947,9	-840 571,9	-275 450,4	-449 637,3	-760 852,7	89,1%	23,9%
Solde primaire de base	-333 080,1	-509 657,8	-699 995,1	-246 925,1	-369 937,4	-623 704,1	187,3%	22,4%
Solde de base	-508 623,7	-425 086,4	-555 180,0	-163 918,8	-260 864,3	-467 153,0	91,8%	9,9%
<b>Solde global (base caisse)</b>	<b>-542 743,7</b>	<b>-447 767,9</b>	<b>-532 834,8</b>	<b>-206 695,9</b>	<b>-369 382,2</b>	<b>-622 136,3</b>	<b>114,6%</b>	<b>38,9%</b>
Solde global hors dons (base caisse)	-854 199,8	-671 471,5	-848 793,6	-270 842,5	-506 451,7	-782 946,6	91,7%	16,6%

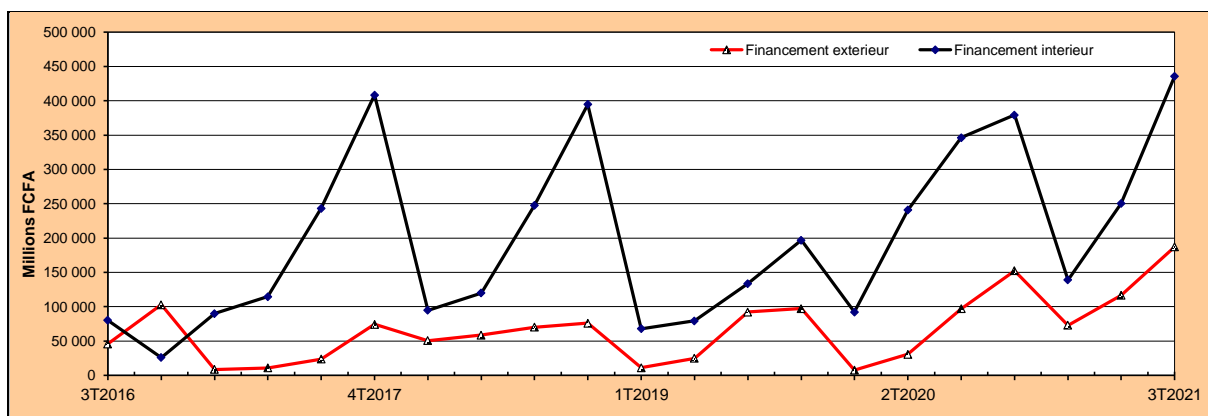


L'exécution des opérations financières de l'Etat, base engagement, est ressortie déficitaire de 600,04 milliards de FCFA au 30 septembre 2021 contre un déficit de 406,41 milliards de FCFA à la même période de 2020, soit une aggravation de 193,63 milliards de FCFA.

Quant au déficit global (base caisse), par rapport à fin septembre 2020, il s'est creusé de 174,37 milliards de FCFA pour se situer à 622,14 milliards de FCFA à fin septembre 2021. Il a été couvert par un financement extérieur net de 186,98 milliards de FCFA et par un financement intérieur net de 435,38 milliards de FCFA.

Le financement intérieur net pour ces trois trimestres de 2021 s'est opéré d'une part, par neuf (09) émissions de bons du Trésor d'un montant de 312,22 milliards de FCFA, de quinze (15) émissions d'obligations du Trésor et d'un appel public à l'épargne d'un montant global de 814,16 milliards de FCFA. Les remboursements se sont élevés à 214,51 milliards de FCFA pour les bons du Trésor et 194,98 milliards de FCFA pour les obligations.

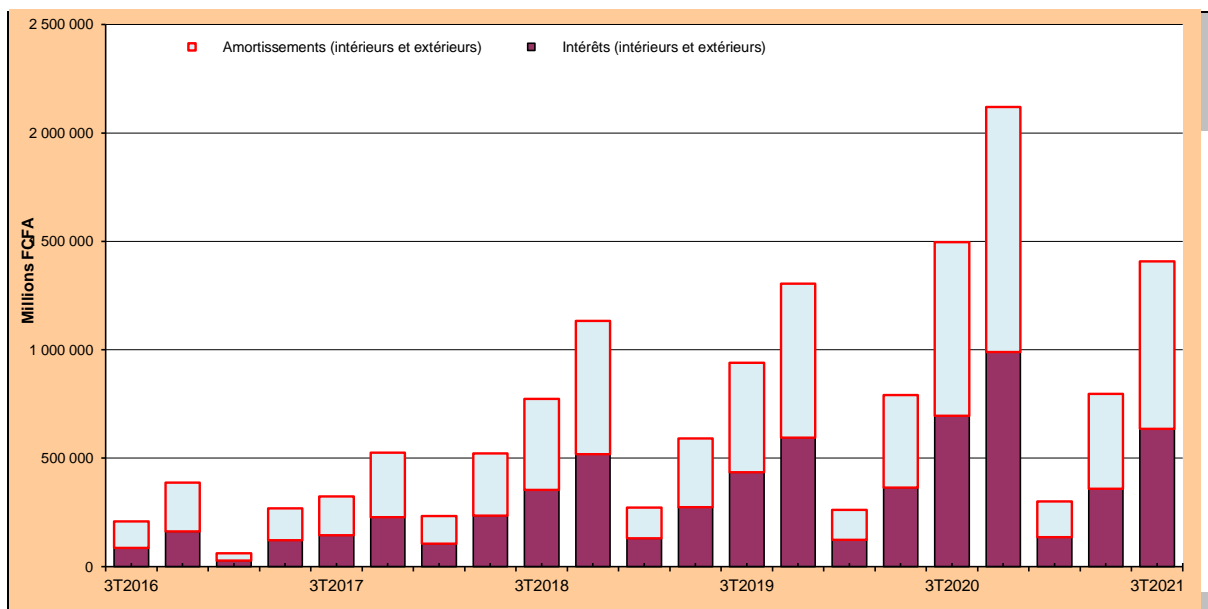
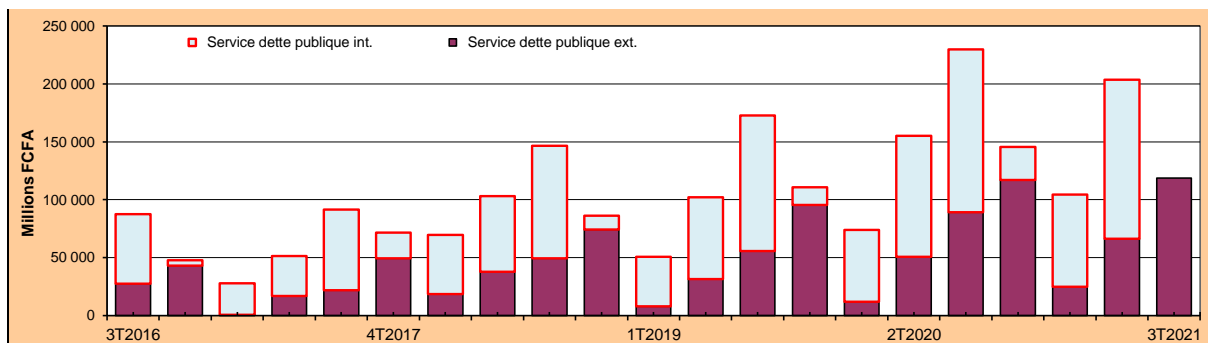
FINANCEMENT (Cumulés, millions Francs CFA)	Prévision budgétaire (2021)	3. Trim.	4. Trim.	1. Trim.	2. Trim.	3. Trim.	Taux d'exécution	Glissement annuel
		2020	2020	2021	2021	2021		
		Réal.	Réal.	Est.	Est.	Est.		
<b>Financement</b>	<b>623 976,4</b>	<b>443 095,8</b>	<b>531 713,0</b>	<b>211 994,2</b>	<b>367 092,2</b>	<b>622 368,2</b>	<b>99,7%</b>	<b>40,5%</b>
Financement extérieur	62 444,0	96 841,7	152 407,0	72 965,4	116 683,0	186 984,7	299,4%	93,1%
Décassements extérieurs	163 495,0	138 504,8	213 774,1	83 392,8	150 703,7	232 984,7	142,5%	68,2%
Initiative PPTE (Allègements)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		
Amortissement de la dette extérieure	-101 051,0	-41 663,1	-61 367,2	-10 427,4	-34 020,7	-45 999,9	45,5%	10,4%
Ajustement taux de change	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		
Financement intérieur	561 532,4	346 254,1	379 306,0	139 028,8	250 409,2	435 383,5	77,5%	25,7%
Financement bancaire	603 278,1	89 575,4	77 382,4	104 066,3	-18 223,1	126 372,9	20,9%	41,1%
Secteur non bancaire	-41 745,7	256 678,7	301 923,6	34 962,5	268 632,3	309 010,5	-740,2%	20,4%
Gap de financement	-81 232,7	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0%	0%



Source : MINEFID / D.G.T.C.P

### SERVICE DE LA DETTE PUBLIQUE

SERVICE CUMULE (En millions Francs CFA)	Prévision budgétaire (2021)	3. Trim.	4. Trim.	1. Trim.	2. Trim.	3. Trim.	Taux d'exécution	Glissement annuel
		2020	2020	2021	2021	2021		
		Réal.	Réal.	Est.	Est.	Est.		
<b>Total service dette publique</b>	<b>925 062,2</b>	<b>799 789,3</b>	<b>1 129 753,4</b>	<b>164 666,5</b>	<b>438 023,7</b>	<b>772 141,2</b>	<b>83,5%</b>	<b>-3,5%</b>
Amortissements (int. et ext.)	749 519	695 499,2	989 176,7	136 141,1	358 323,9	634 992,6	84,7%	-8,7%
Intérêts (intérieurs et extérieurs)	175 544	104 290,1	140 576,7	28 525,3	79 699,9	137 148,6	78,1%	31,5%
<b>Service dette publique int.</b>	<b>788 491,9</b>	<b>743 178,9</b>	<b>1 044 840,4</b>	<b>150 484,4</b>	<b>390 751,4</b>	<b>707 751,9</b>	<b>89,8%</b>	<b>-4,8%</b>
Amortissements	648 468	653 836,1	927 809,5	125 713,7	324 303,1	588 992,6	90,8%	-9,9%
Intérêts	140 024	89 342,8	117 030,9	24 770,7	66 448,3	118 759,3	84,8%	32,9%
<b>Service dette publique ext.</b>	<b>136 570,3</b>	<b>56 610,4</b>	<b>84 913,0</b>	<b>14 182,1</b>	<b>47 272,3</b>	<b>64 389,3</b>	<b>47,1%</b>	<b>13,7%</b>
Amortissements	101 051	41 663,1	61 367,2	10 427,4	34 020,7	45 999,9		10,4%
Intérêts	35 519	14 947,3	23 545,9	3 754,7	13 251,6	18 389,3	51,8%	23,0%
<b>Service dette ext./recettes totales</b>	<b>7,6%</b>	<b>4,7%</b>	<b>5,1%</b>	<b>3,5%</b>	<b>5,3%</b>	<b>4,7%</b>		<b>-0,02 points</b>

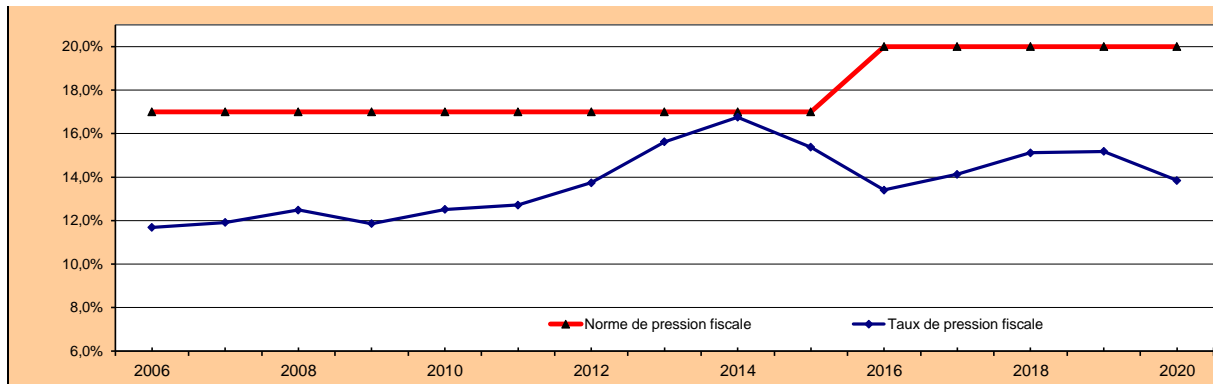


Le ratio "service de la dette extérieure/recettes totales", est évalué à 4,7% à fin septembre 2021 à peu près au même niveau qu'à fin septembre de l'année dernière, marquant tout de même une baisse de 0,02 point de pourcentage.

Source : MINEFID / D.G.T.C.P

### CONVERGENCE UEMOA

CRITERE DE 1er ET DE 2nd RANG	Normes		12 2016	12 2017	12 2018	12 2019	12 2020
			Real.	Real.	Real.	Est.	Est.
<b>Critères de 1er rang</b>							
Soldes budgétaires global / PIB nominal	≥	-3%	-3,6%	-6,3%	-4,2%	-3,4%	-4,9%
Taux d'inflation	≤	3%	0,4%	1,5%	1,9%	-3,2%	1,9%
Encours de la dette publique totale / PIB nominal	≤	70%	32,9%	33,8%	40,5%	50,7%	57,2%
<b>Critères de 2nd rang</b>							
Masse salariale / Recettes fiscales	≤	35%	51,6%	49,9%	52,1%	59,3%	65,2%
Taux de pression fiscale	≥	20%	14,1%	15,1%	15,2%	15,2%	13,8%



Source : MINEFID

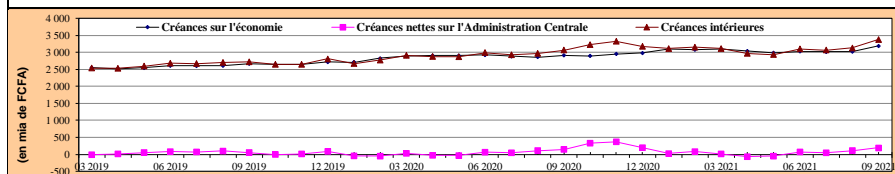
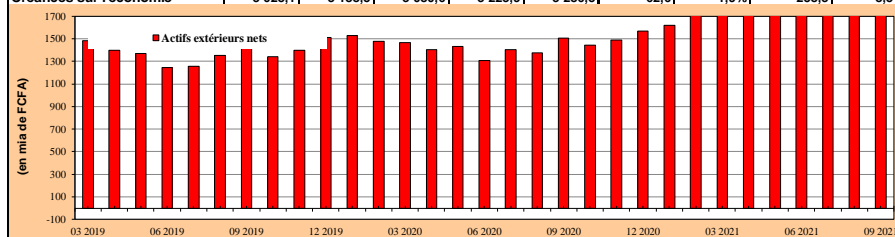
## Secteur monétaire

### AGREGATS MONETAIRES

Au cours du troisième trimestre 2021, la situation monétaire du Burkina Faso a été marquée par une progression de la masse monétaire (+7,9 milliards de FCFA, soit +0,2%) pour se situer à 5.022,8 milliards de FCFA à fin septembre 2021. Cette évolution est en lien avec la hausse des créances intérieures (96,3 milliards de FCFA, soit +3,0%), les Actifs Extérieurs Nets (AEN) ayant enregistré un repli de 81,2 milliards de FCFA (-3,2%). Au cours du trimestre, les passifs à caractère non monétaire et les Autres postes nets (APN) se sont accrus de 7,1 milliards de FCFA (+1,0%).

Par rapport à fin septembre 2020, la masse monétaire a enregistré une progression de 647,2 milliards de FCFA (+14,8%), imprimée aussi bien par les AEN (+572,1 milliards de FCFA, soit +30,8%) que les créances intérieures (+189,3 milliards de FCFA, soit +6,1%), les passifs à caractère non monétaire et les APN s'étant accrus de 114,2 milliards de FCFA (+19,3%).

AGREGATS MONETAIRES En mia de Francs CFA (situation en fin de trimestre)	3. Trim. 2020	4. Trim. 2020	1. Trim. 2021	2. Trim. 2021	3. Trim. 2021	Variation			
						Niv trim T-1	% trim T-1	Niv an-1	% an-1
					Est.				
Circulation fiduciaire	626,6	697,7	681,4	635,8	648,6	12,8	2,0%	22,0	3,5%
Dépôts transférables	2 047,1	2 300,5	2 453,5	2 568,8	2 453,0	-115,7	-4,5%	406,0	19,8%
BCEAO	0,8	2,9	0,5	2,1	1,8	-0,3	-13,3%	1,0	132,5%
Banques	195,7	785,5	195,7	1 123,9	195,7	-928,1	-82,6%	0,0	0,0%
CCP et CNE	272,1	289,7	301,6	301,6	301,6	0,0	0,0%	29,5	10,8%
M1	2 673,7	2 998,2	3 134,9	3 204,6	3 101,7	-102,9	-3,2%	428,0	16,0%
Autres dépôts inclus dans la masse monétaire (1)	1 701,9	1 781,0	1 762,0	1 810,3	1 921,1	110,8	6,1%	219,2	12,9%
AID BCEAO	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,0	0,0%	0,0	0,0%
AID Banques	1 701,5	1 780,7	1 761,7	1 809,9	1 920,8	110,8	6,1%	219,2	12,9%
Masse monétaire (M2)	4 375,5	4 779,2	4 897,0	5 014,9	5 022,8	7,9	0,2%	647,2	14,8%
Actifs extérieurs nets	1 859,2	1 983,7	2 326,6	2 512,4	2 431,2	-81,2	-3,2%	572,1	30,8%
AEN BCEAO	181,0	205,5	539,5	600,9	595,8	-5,1	-0,8%	414,9	229,2%
AEN Banques	1 678,2	1 778,2	1 787,1	1 911,5	1 835,4	-76,2	-4,0%	157,2	9,4%
Créances intérieures	3 107,4	3 380,8	3 216,7	3 200,4	3 296,7	96,3	3,0%	189,3	6,1%
Créances nettes sur l'Admin	79,2	192,4	136,2	-23,4	10,2	33,7	-143,7%	-69,0	-87,1%
CI BCEAO	-114,6	21,4	-175,9	-322,0	-241,1	80,9	-25,1%	-126,6	110,5%
CI Banques	193,8	170,9	312,0	298,6	251,4	-47,2	-15,8%	57,6	29,7%
Créances sur l'économie	3 028,1	3 188,5	3 080,6	3 223,9	3 286,5	62,6	1,9%	258,3	8,5%



Sources : B.C.E.A.O.



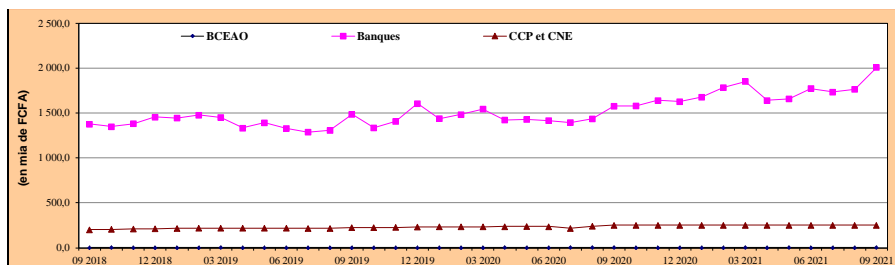
**Actifs extérieurs nets**

Les AEN des institutions monétaires sont ressortis à 2 431,2 milliards de FCFA à fin septembre 2021, en repli de 3,2% par rapport à fin juin 2021. Cette évolution est imprimée aussi bien par les AEN des Autres Institutions de Dépôts –AID (-76,2 milliards de FCFA , soit -4,0%), que ceux de la Banque Centrale (-5,1 milliards de FCFA , soit -0,8%).

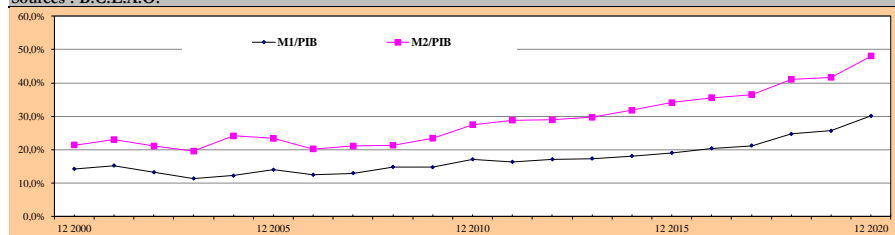
La contraction des AEN des AID au cours du trimestre est due à la diminution de leurs créances extérieures, accentuée par l'accroissement de leurs engagements. En effet les créances extérieures brutes des AID se sont réduites de 50,4 milliards de FCFA (-2,3%), imprimée principalement par le repli de leurs dépôts chez leurs correspondants à l'étranger (-66,6 milliards de FCFA , soit -42,6%) et des crédits octroyés aux non-résidents (-36,4 milliards de FCFA , soit -8,2%), en dépit de la progression de l'encours de titres publics détenus sur les autres Etats de l'Union (+52,3 milliards de FCFA , soit +3,3%). En ce qui concerne les engagements extérieurs des banques, ils ont enregistré une progression de 25,8 milliards de FCFA (+8,1%), imprimée notamment par la hausse des dépôts de la clientèle non-résidente (+28,8 milliards de FCFA , soit +16,9%) et des crédits reçus des institutions étrangères (+7,3 milliards de FCFA , soit +5,4%), atténuée par la baisse des autres comptes à payer (-10,4 milliards de FCFA).

S'agissant du repli des AEN de la Banque Centrale, il est la résultante de l'expansion de ses engagements extérieurs (+248,4 milliards de FCFA , soit +50,0%), plus importante que celle de ses créances sur les non-résidents (+243,4 milliards de FCFA , soit +22,2%). L'allocation spéciale de DTS effectuée par le FMI pour 92,7 milliards de FCFA au cours du trimestre explique en partie l'évolution des engagements extérieurs envers le FMI notamment et celle des avoirs officiels de réserves sous forme de DTS (+93,8 milliards de FCFA).

En variation annuelle, les AEN des institutions monétaires ont connu un accroissement de 572,1 milliards de FCFA (+30,8%), imprimé aussi bien par les AEN de la BCEAO (+414,9 milliards de FCFA , soit +229,2%), que par ceux des AID (+157,2 milliards de FCFA , soit +9,4%).



Sources : B.C.E.A.O.



Sources : B.C.E.A.O.

**Créances intérieures**

Les créances intérieures se sont établies à 3 296,7 milliards de FCFA à fin septembre 2021 contre 3 200,4 milliards de FCFA à fin juin 2021, soit un accroissement de 3,0%, imputable à une augmentation des créances du système bancaire sur l'économie de 62,6 milliards de FCFA (+4,7%) et un accroissement des Créances nettes sur l'Administration centrale de 33,7 milliards de FCFA (+143,7%).

En effet, les **créances du système bancaire sur l'économie** se sont situées à 3 286,5 milliards de FCFA à fin septembre 2021, en augmentation de 62,6 milliards de FCFA (+1,9%) par rapport à leur niveau de fin juin 2021. Cette évolution est imputable notamment aux crédits bancaires octroyés aux sociétés non-financières privées (+58,7 milliards de FCFA , soit +3,9%) et aux ménages et ISBLSM (+8,6 milliards de FCFA , soit +0,6%) ainsi qu'aux sociétés financières non-bancaires (+5,5 milliards de FCFA , soit +21,7%). Cette progression a été atténuée par le repli des crédits aux sociétés non-financières publiques (-10,2 milliards de FCFA , soit -4,0%).

En rappel, au cours du troisième trimestre 2020, les créances sur l'économie avaient enregistré une baisse de 2,0% en variation trimestrielle, après un accroissement de 1,4% au même trimestre de 2019.

**Par rapport à fin septembre 2020**, les crédits à l'économie ont enregistré une hausse de 258,3 milliards de FCFA (+8,5%), dont +257,3 milliards de FCFA de crédits bancaires. Les créances sur l'économie avaient enregistré une hausse de 3,6% en variation annuelle à fin septembre 2020, après un accroissement de 12,2% à la même période en 2019.

En ce qui concerne les Créances nettes du système bancaire sur l'Administration Centrale, en se situant à +10,2 milliards de FCFA à fin septembre 2021, elles ont enregistré un accroissement de 33,7 milliards de FCFA en variation trimestrielle, sous l'effet conjugué de la baisse des engagements nets de la BCEAO envers l'Administration Centrale (-80,9 milliards de FCFA ) et de la diminution des créances nettes des banques commerciales sur l'Administration Centrale (-47,2 milliards de FCFA).

En ce qui concerne la progression des créances nettes de la BCEAO sur l'Administration Centrale, elle est imputable à la hausse de ses créances à l'Administration (+91,7 milliards de FCFA ), notamment les concours du FMI adossés aux DTS (+91,6 milliards de FCFA ), atténuée par la progression de ses engagements (+10,8 milliards de FCFA ) constitués principalement des dépôts de l'Etat (+3,7 milliards de FCFA ) et des autres engagements (+7,1 milliards de FCFA ).

**Masse monétaire et ses composantes**

En lien avec l'évolution de ses contreparties, la masse monétaire a enregistré une progression de 117,7 milliards de FCFA (+2,5%), reflétée par l'augmentation des dépôts transférables (+153,1 milliards de FCFA , soit +6,7%) et atténuée par une diminution de la circulation fiduciaire (-16,3 milliards de FCFA , soit -2,3%) et des autres dépôts inclus dans la masse monétaire (-19,0 milliards de FCFA , soit -1,1%).

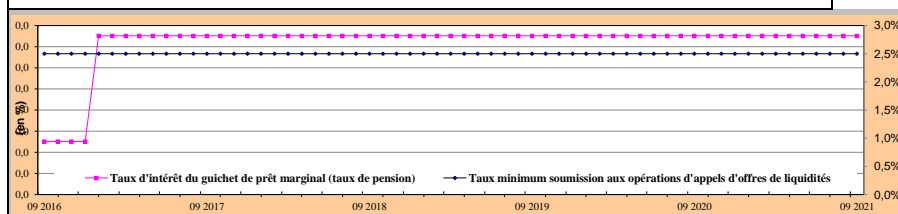
En glissement annuel, la masse monétaire s'est inscrite en hausse de 634,1 milliards de FCFA (+14,9%), retracée dans l'ensemble de ses composantes, notamment les dépôts transférables (+566,0 milliards de FCFA , soit +2,2%), les autres dépôts inclus dans la masse monétaire (+41,5 milliards de FCFA , soit +2,4%) et la circulation fiduciaire (+26,6 milliards de FCFA , soit +4,1%).

AGREGATS MONÉTAIRES	déc.16	déc.17	déc.18	déc.19	déc.20
M1/PIB	21,2%	24,7%	25,7%	26,5%	30,2%

M2/PIB	36,6%	41,1%	41,7%	43,3%	48,1%
Sources : B.C.E.A.O.					

### TAUX D'INTERET

TAUX D'INTERET	3. Trim.	4. Trim.	1. Trim.	2. Trim.	3. Trim.	Variation	
	2020	2020	2021	2021	2021	Trim T-1 (%)	An-1 (%)
Montant des dépôts (en milliards de FCFA)	182,5	182,5	182,5	182,5	182,5	0,0%	0,0%
Taux minimum soumission aux opérations d'appels d'offres de liquidités	2,5%	2,5%	2,5%	2,5%	2,5%	0,0%	0,0%
Taux d'intérêt du guichet de prêt marginal (taux de pension)	4,5%	4,5%	4,5%	4,5%	4,5%	0,0%	0,0%
Taux débiteur maximum des banques	15,0	15,0	15,0	15,0	15,0	0,0%	0,0%
Taux de base minimum des établissements financiers	11,5	11,5	11,5	11,5	11,5	0,0%	0,0%
Taux de base maximum des établissements financiers	15,0	15,0	15,0	15,0	15,0	0,0%	0,0%
Taux débiteur minimum des établissements financiers	12,0	12,0	12,0	12,0	12,0	0,0%	0,0%
Taux débiteur maximum des établissements financiers	24,0	24,0	24,0	24,0	24,0	0,0%	0,0%
Taux créditeur plancher pour petits épargnants (<5 mio Francs)	3,5	3,5	3,5	3,5	3,5	0,0%	0,0%
Taux d'usure au niveau des banques	15,0	15,0	15,0	15,0	15,0	0,0%	0,0%
Taux d'usure au niveau des établissements financiers	24,0	24,0	24,0	24,0	24,0	0,0%	0,0%



Sources : B.C.E.A.O.

**Taux d'intérêt**

Au cours du troisième trimestre 2021, les taux directeurs de la BCEAO n'ont pas enregistré de modification. En effet, le taux d'intérêt minimum de soumission aux opérations d'appels d'offres d'injection de liquidités est resté à 2,00%, taux en vigueur depuis le 24 juin 2020 (un taux de 2,50% était en vigueur du 16 septembre 2013 au 23 juin 2020). De même, le taux d'intérêt du guichet de prêt marginal (taux de pension) est demeuré à 4,00%, niveau en vigueur depuis le 24 juin 2020 (un taux de 4,50% était en vigueur du 16 décembre 2016 au 23 juin 2020).

S'agissant des conditions de banque, sur la base des informations issues de l'enquête mensuelle effectuée régulièrement par la BCEAO, le volume des nouveaux crédits octroyés au cours du troisième trimestre 2021 par les banques de la place s'élève à 617,9 milliards de FCFA, en hausse de 27,7% par rapport au trimestre précédent, et en progression de 56,7% par rapport au troisième trimestre 2020.

Le taux moyen appliqué aux crédits au cours de ce trimestre s'est établi à 7,78% en hausse de 0,06 point de pourcentage par rapport au deuxième trimestre 2021 et de 0,40 point de pourcentage sur un an.

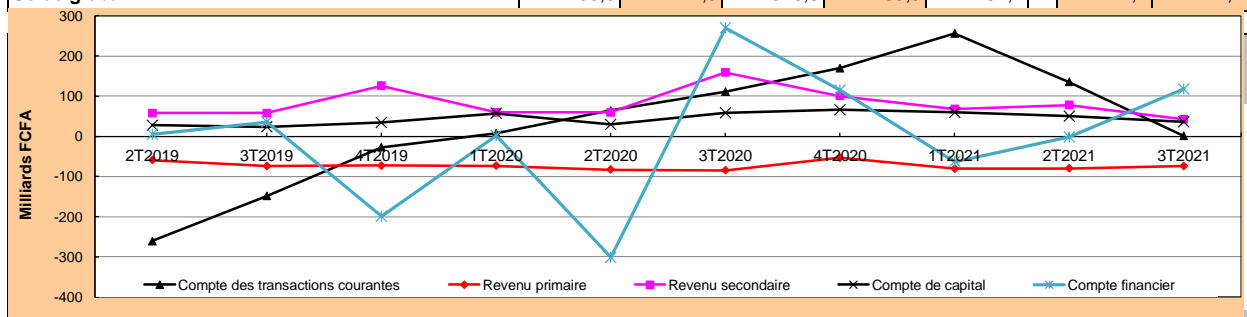
Le volume des dépôts collectés par le système bancaire au cours du troisième trimestre de l'année 2021 s'établit à 228,5 milliards de FCFA, en progression de 4,7% par rapport au trimestre précédent, et en baisse de 49,9% par rapport au troisième trimestre 2020. Le taux de rémunération moyen de ces dépôts est ressorti à 5,81%, en hausse de 0,09 point de pourcentage par rapport au deuxième trimestre 2021 et quasi-stable par rapport au même trimestre de 2020.

## Secteur extérieur

### BALANCE DES PAIEMENTS

Au troisième trimestre de l'année 2021, les transactions du Burkina Faso avec l'extérieur se sont traduites par un solde global déficitaire de 81,2 milliards de FCFA, après un excédent de 185,8 milliards de FCFA au deuxième trimestre 2021 et un déficit de 103,6 milliards de FCFA une année plus tôt. La dégradation du solde global en variation trimestrielle (-267,1 milliards de FCFA) est attribuable principalement au compte des biens et services (notamment celui des biens) et à celui de capital.

Balance des paiements (En mia de Francs CFA)	3. Trim.	4. Trim.	1. Trim.	2. Trim.	3. Trim.	Glissement	
	2020	2020	2021	2021	2021	trimestriel	annuel
<b>Compte des transactions courantes</b>	110,8	169,4	256,0	135,3	1,7	-1,0	-1,0
<b>Biens et services</b>	35,5	121,9	268,8	137,3	33,2	-0,8	-0,9
<b>Biens</b>	167,1	253,2	352,7	252,8	146,1	-0,4	-0,6
<b>Services</b>	-131,7	-131,3	-83,9	-115,6	-112,9	0,0	0,3
<b>Revenu primaire</b>	-84,2	-52,9	-80,5	-79,9	-74,3	-0,1	-0,1
– Intérêt sur dette publique	-12,7	-18,9	-11,5	-25,2	-17,0	-0,3	0,5
<b>Revenu secondaire</b>	159,6	100,4	67,7	78,0	42,8	-0,5	-0,4
Administrations publiques	128,7	57,3	27,2	35,8	5,5	-0,8	-0,8
Autres secteurs	30,9	43,2	40,4	42,2	37,3	-0,1	-0,1
– Envois de fonds des travailleurs	45,5	17,0	41,2	42,9	39,5	-0,1	0,0
<b>Compte de capital</b>	58,3	66,4	60,0	50,2	36,4	-0,3	-0,4
Transferts de capital	58,2	66,3	59,9	50,2	36,4	-0,3	-0,4
Administration publique	45,5	50,2	45,8	36,8	22,2	-0,4	-0,5
Autre secteurs	12,7	16,1	14,0	13,3	14,1	0,1	0,0
<b>Capacité (+) / besoin (-) de financement (solde des comptes)</b>	169,1	235,8	315,9	185,6	38,1	-0,8	-0,9
<b>Compte financier</b>	269,8	115,1	-63,0	-1,4	118,1	-84,6	-2,9
<b>Investissement direct</b>	-14,5	-8,4	-19,7	-19,5	-19,8	0,0	0,0
Titres de participation	-20,3	-14,5	-25,2	-25,0	-25,3	0,0	0,0
Instruments de dettes	5,8	6,1	5,5	5,5	5,5	0,0	0,0
<b>Investissements de portefeuille</b>	-58,6	-67,6	-43,0	-43,4	-43,5	0,0	0,0
Titres de participation	-4,6	-5,7	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Titres de créances (Bons et obligation du Trésor)	-53,9	-61,9	-43,0	-43,4	-43,5	0,0	0,0
<b>Autres investissements</b>	342,8	191,1	-0,3	61,4	181,4	2,0	-588,5
Administrations publiques	0,1	-45,5	-97,8	-151,4	-223,9	0,5	1,3
<b>Solde global</b>	-103,6	124,5	376,8	185,8	-81,2	-1,4	-1,2



#### Le compte des transactions courantes

Le solde du compte des transactions courantes est ressorti excédentaire de 1,7 milliard de FCFA au troisième trimestre 2021 après un excédent de 135,3 milliards de FCFA au deuxième trimestre de 2021, soit un repli de 133,6 milliards de FCFA (-98,8%). Cette baisse de l'excédent du solde est imputable au compte des biens et services (-104,1 milliards de FCFA) et au compte du revenu secondaire (-35,2 milliards de FCFA), en dépit de l'amélioration du compte de revenu primaire (+5,6 milliards de FCFA).

Par rapport au même trimestre de l'année 2020 où il avait été observé un excédent du compte courant de 187,4 milliards de FCFA, le trimestre sous revue a enregistré un repli de 185,7 milliards de FCFA, imprimé par l'ensemble de ses sous-comptes, excepté celui du revenu primaire.

La balance des biens s'est détériorée de 106,7 milliards de FCFA en variation trimestrielle, en passant d'un excédent de 252,8 milliards de FCFA au deuxième trimestre de 2021 à un excédent de 146,1 milliards de FCFA au troisième trimestre de 2021. Cette baisse résulte du repli des exportations (-97,0 milliards de FCFA, soit -12,6%) conjuguée à une hausse des importations (+9,7 milliards de FCFA, soit +1,9%).

Le repli en variation trimestrielle des exportations est en lien principalement avec la baisse des expéditions de coton (-74,1 milliards de FCFA, soit -94,4%), de la noix de cajou (-22,0 milliards de FCFA, soit -66,4%), du ciment hydraulique (-2,3 milliards de FCFA, soit -35,0%) et du sésame (-2,2 milliards de FCFA, soit -39,7%). Parallèlement, il est observé une hausse notable des exportations d'or (+66,1 milliards de FCFA, soit +12,7%) et des fruits secs et frais (+1,7 milliard, soit +25,9%).

Quant à la hausse de la valeur des importations en rythme trimestriel, elle est imprimée notamment par les biens intermédiaires (+7,2 milliards de FCFA, soit +6,7%), les biens alimentaires (+5,7 milliards de FCFA, soit +11,7%), les produits énergétiques (+3,9 milliards de FCFA, soit +2,5%) et les produits divers (0,8 milliard de FCFA, soit +5,2%). Parallèlement, une faible baisse a été enregistrée au niveau des importations de biens d'équipement (-6,7 milliards de FCFA, soit -5,1%) et des autres biens de consommation courante (-1,3 milliard, soit -2,2%).

En variation annuelle, l'excédent commercial s'est replié de 51,7 milliards de FCFA au troisième trimestre 2021, en lien avec la progression des importations (+65,4 milliards de FCFA, soit +14,1%), en dépit de la hausse des exportations (+13,7 milliards de FCFA, soit +2,1%).



**Le déficit structurel de la balance des services** s'est légèrement réduit en passant d'un niveau de -131,3 milliards au quatrième trimestre 2020 à -126,1 milliards au premier trimestre 2021. Cette atténuation s'explique principalement par la repli du compte des services de transport de 4,0 milliards en liaison avec la baisse des importations de marchandises. En glissement annuel, le déficit de la balance des services s'est réduit de 5,8 milliards.

**Le compte du revenu primaire** s'est soldé par des paiements nets de ressources aux non-résidents de 74,3 milliards de FCFA au troisième trimestre 2021, après des paiements nets de 79,9 milliards de FCFA au trimestre précédent, soit une baisse de 5,6 milliards de FCFA, imprimée par le repli des paiements effectués au titre des autres revenus primaires de 8,7 milliards de FCFA. Parallèlement, les paiements au titre des revenus des investissements se sont accrus de 3,0 milliards de FCFA.

**En variation annuelle**, En variation annuelle, le solde déficitaire du compte du revenu primaire s'est atténué de 14,7 milliards de FCFA en lien notamment avec la baisse des paiements au titre des autres revenus primaires (-9,0 milliards de FCFA) et des revenus des investissements (-5,7 milliards de FCFA).

L'excédent du **compte du revenu secondaire** a baissé de 35,2 milliards de FCFA en se situant à 42,8 milliards de FCFA au trimestre sous revue, après un niveau de 78,0 milliards de FCFA au deuxième trimestre de 2021. Cette évolution s'explique principalement par la baisse des transferts courants au profit de l'Administration publique (-30,3 milliards de FCFA, soit -84,6%), expliquée par l'absence de décaissements au titre des dons programmes au cours du trimestre sous revue, contre un montant de 28,3 milliards de FCFA au trimestre précédent.

**En variation annuelle**, l'excédent du compte du revenu secondaire s'est replié de 125,7 milliards de FCFA, en raison notamment de la baisse des dons programmes (-114,9 milliards de FCFA).

**Le compte de capital** s'est soldé par un excédent de 36,4 milliards de FCFA, après une réalisation de 50,2 milliards de FCFA au deuxième trimestre 2021, soit un repli de 13,8 milliards de FCFA, principalement sous l'effet de la baisse des transferts en capital au profit de l'Administration publique (-14,6 milliards de FCFA). En effet, les dons projets au profit de l'Administration publique ont été mobilisés à hauteur de 22,2 milliards de FCFA au cours du troisième trimestre 2021, contre 36,8 milliards de FCFA au cours du trimestre précédent.

De l'évolution des comptes des transactions courantes et de capital, il résulte **une capacité de financement de l'économie burkinabè** d'un montant de 38,1 milliards de FCFA contre une capacité de financement de 185,6 milliards de FCFA au trimestre précédent. Au troisième trimestre 2020, une capacité de financement plus importante (+245,6 milliards de FCFA) avait été enregistrée.

**Le compte financier** a enregistré des entrées nettes de capitaux de 36,8 milliards de FCFA, après des entrées nettes de 184,4 milliards de FCFA au deuxième trimestre 2021. Cette évolution est en lien avec le repli des sous-comptes des autres investissements (prêts, emprunts et crédits commerciaux, autres comptes à payer / recevoir) de 241,2 milliards de FCFA, les flux d'investissements directs et de portefeuille n'ayant pas enregistré d'évolution notable.

En variation annuelle, les entrées de capitaux du compte financier ont baissé de 206,8 milliards de FCFA.

#### **Evolution de la Position Extérieure Globale (PEG) du Burkina Faso**

A fin septembre 2021, la Position Extérieure Globale (PEG) du Burkina Faso est ressortie débitrice de 1.579,1 milliards de FCFA, après des positions nettes débitrices de 1.279,9 milliards de FCFA et 2.264,9 milliards de FCFA, respectivement à fin juin 2021 et fin septembre 2020. Cette détérioration en variation trimestrielle de la position débitrice de 299,2 milliards de FCFA est due à une hausse du stock de passifs financiers (+225,1 milliards de FCFA) plus une baisse du stock des actifs financiers (-74,0 milliards de FCFA).

**Sources : B.C.E.A.O.**

## COMMERCE EXTERIEUR

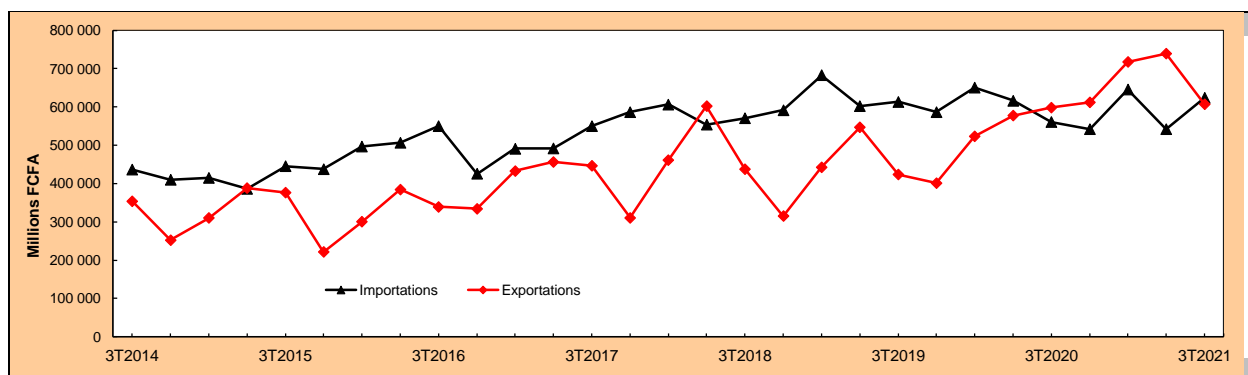
IMPORTATIONS EN VALEURS (En moi de Francs CFA)	3. Trim.	4. Trim.	1. Trim.	2. Trim.	3. Trim.	Glissement	
	2020	2020	2021	2021	2021	trimestriel	annuel
<b>TOTAL</b>	<b>542 411,0</b>	<b>645 467,7</b>	<b>541 902,3</b>	<b>602 169,3</b>	<b>623 906,4</b>	<b>3,6%</b>	<b>15,0%</b>
dont:							
Animaux vivants et produits du règne animal	6 904,9	7 254,2	6 791,5	7 779,9	6 197,3	-20,3%	-10,2%
Produits du règne végétal	26 603,9	38 159,3	23 802,1	24 675,1	24 025,8	-2,6%	-9,7%
Graisses et huiles animales ou végétales	2 466,6	3 504,8	2 145,0	2 694,9	2 942,4	9,2%	19,3%
Produits des industries alimentaires ; boissons, alcools	25 734,8	40 179,3	28 576,8	35 577,1	42 754,1	20,2%	66,1%
Produits minéraux	168 964,7	203 256,9	160 718,6	192 066,1	212 800,9	10,8%	25,9%
Produits des indust. chimiq. ou des indust. connexes	67 954,9	79 664,9	74 948,8	82 864,9	64 690,2	-21,9%	-4,8%
Mat. plastiq. et ouvrages en ces matières ; caoutchouc	20 154,0	25 012,3	20 892,7	23 795,6	23 062,5	-3,1%	14,4%
Peaux, cuirs, pelleteries et ouvrages en ces matières	949,7	538,7	692,5	667,2	956,0	43,3%	0,7%
Bois, charbon de bois et ouvrages en bois ; liège	1 301,5	1 449,1	1 488,6	1 227,2	1 287,5	4,9%	-1,1%
Pâte de bois ou d'autres matières fibreuses cellulosiques	8 364,9	8 215,2	8 655,0	7 523,1	12 632,4	67,9%	51,0%
Matières textiles et ouvrages en ces matières	13 537,4	13 548,6	11 820,4	8 084,1	13 642,9	68,8%	0,8%
Chaussures, coiffures, parapl., parasols, cannes, fouets	1 311,2	1 462,3	1 552,9	1 737,2	1 714,4	-1,3%	30,8%
Ouvrages en pierres, plâtre, ciment, amiante, mica...	6 304,0	6 694,1	7 577,4	6 190,9	7 468,7	20,6%	18,5%
Perles fines/de cult., pierres gemmes, mét. précé.	105,4	82,0	98,1	87,9	169,6	93,0%	60,8%
Métaux communs et ouvrages en ces métaux	38 461,2	39 998,7	35 725,9	37 664,4	47 583,1	26,3%	23,7%
Machines et appareils, mat. électrique et leurs parties	89 676,4	105 540,8	94 854,7	98 724,1	88 949,9	-9,9%	-0,8%
Matériel de transport	48 180,2	52 620,1	48 775,1	59 186,7	49 933,4	-15,6%	3,6%
Instruments et appareils d'optique, de photographie...	9 955,0	10 409,9	7 338,6	6 313,8	8 683,4	37,5%	-12,8%
Armes, munitions et leurs parties et accessoires	771,7	149,5	471,7	410,9	867,2	111,1%	12,4%

En glissement trimestriel, les importations ont enregistré une hausse de 3,6% portant le niveau des importations de 602,2 milliards de FCFA au deuxième trimestre 2021 à 623,9 milliards de FCFA au troisième trimestre. Cette évolution s'explique principalement par la hausse des importations des produits minéraux(10,8%), des produits des industries alimentaires , des boissons et tabac(20,2%), des graisses et huiles animales ou végétales(9,2%), des pâtes de bois ou d'autres matières fibreuses cellulosiques(67,9%), des matières textiles et ouvrages en ces matières (68,8%), des perles fines ou de culture, pierres gemmes et métaux précieux(93,0%), des armes, munitions et et leurs parties et accessoires(111,1%) et des instruments et appareils d'optique, de photographie (37,5%).

Comparativement au même trimestre de 2020, on observe également une hausse de 15,0% des importations. Cette hausse est imputable principalement à l'évolution des importations des produits des industries alimentaires , des boissons et tabac (66,1%) ,des graisses et huiles animales ou végétales (19,3%), des pâtes de bois ou d'autres matières fibreuses cellulosiques (51,0%), des perles fines ou de culture, pierres gemmes et métaux précieux(60,8%) et des armes, munitions et et leurs parties et accessoires(111,1%).

Source : MINEFID / INSD

EXPORTATIONS EN VALEURS (En moi de Francs CFA)	3. Trim.	4. Trim.	1. Trim.	2. Trim.	3. Trim.	Glissement	
	2020	2020	2021	2021	2021	trimestriel	annuel
<b>TOTAL</b>	<b>612 318,1</b>	<b>718 058,3</b>	<b>739 707,2</b>	<b>703 948,5</b>	<b>607 047,4</b>	<b>-13,8%</b>	<b>-0,9%</b>
dont :							
Animaux vivants et produits du règne animal	166,2	183,9	119,3	88,1	358,1	306,4%	115,4%
Produits du règne végétal	21 058,6	27 823,6	42 790,4	48 376,2	24 242,3	-49,9%	15,1%
dont arachides, sésame et autres graines et fruits oléagineux	2 839,6	21 180,9	21 180,9	6 974,9	3 967,5	-43,1%	39,7%
Graisses et huiles animales ou végétales	4 805,9	4 295,4	5 078,0	5 235,0	2 474,5	-52,7%	-48,5%
Produits des industries alimentaires ; boissons, alcools	1 271,6	2 080,0	7 200,1	5 171,8	2 900,5	-43,9%	128,1%
Produits minéraux	21 833,9	21 476,7	27 059,5	28 620,1	27 351,7	-4,4%	25,3%
Produits des indust. chimiq. ou des indust. connexes	2 999,8	2 085,5	1 835,3	1 952,1	1 782,6	-8,7%	-40,6%
Mat. plastiq. et ouvrages en ces matières ; caoutchouc	208,5	200,3	217,6	562,9	184,4	-67,3%	-11,6%
Peaux, cuirs, pelleteries et ouvrages en ces matières	1,2	1,1	1,1	46,0	3,4	-92,6%	179,0%
Bois, charbon de bois et ouvrages en bois ; liège	7,3	93,7	23,5	24,7	27,9	12,9%	280,8%
Pâte de bois ou d'autres matières fibreuses cellulosiques	38,8	50,7	50,6	76,1	108,3	42,2%	178,9%
Matières textiles et ouvrages en ces matières	6 773,7	23 071,4	107 721,3	79 403,7	5 078,0	-93,6%	-25,0%
dont coton fibre	6 584,9	22 844,1	22 844,1	79 308,7	4 416,4	-94,4%	-32,9%
Chaussures, coiffures, parapl., parasols, cannes, fouets	9,2	21,1	29,8	36,9	5,9	-83,9%	-35,9%
Ouvrages en pierres, plâtre, ciment, amiante, mica	9,5	12,5	12,9	1,6	8,4	413,4%	-11,3%
Perles fines/de culture, pierres gemmes, mét. précieux	544 795,7	626 933,7	534 877,7	523 051,2	532 243,9	1,8%	-2,3%
dont or	543 678,8	625 700,7	625 700,7	522 087,9	531 279,9	1,8%	-2,3%
Métaux communs et ouvrages en ces métaux	2 270,3	2 511,9	2 678,4	2 828,7	3 898,2	37,8%	71,7%
Machines et appareils, mat. électrique et leurs parties	3 520,7	5 189,3	4 392,8	4 356,4	4 535,0	4,1%	28,8%
Matériel de transport	2 104,2	1 546,2	4 982,3	3 667,0	1 204,1	-67,2%	-42,8%
Instruments et appareils d'optique, de photographie	141,5	100,7	235,1	174,3	261,3	49,9%	84,7%
Marchandises et produits divers	282,2	319,8	350,6	223,9	328,2	46,5%	16,3%



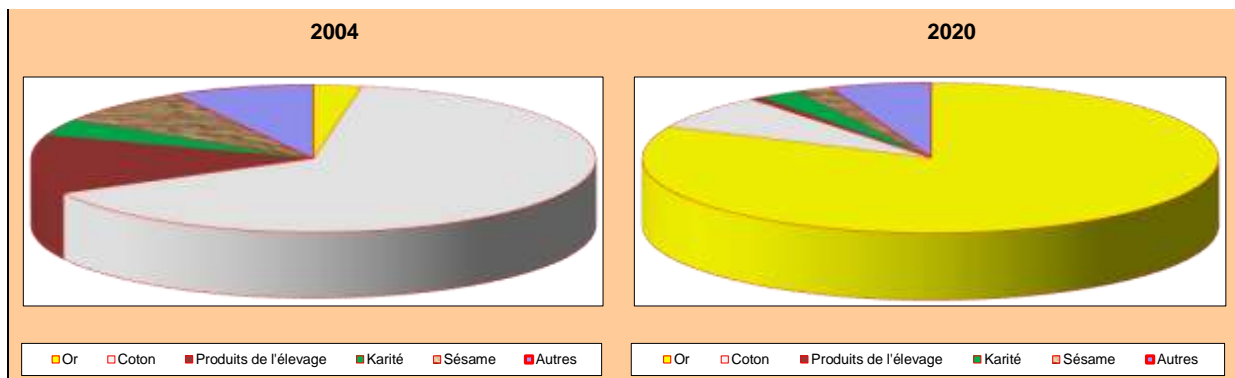
Au Troisième trimestre 2021, les exportations enregistrent une baisse de 13,8% comparativement au trimestre précédent, portant le niveau des exportations de 703,9 milliards FCFA au deuxième trimestre 2021 à 607,1 milliards FCFA au troisième trimestre. Cette baisse est imputable à la baisse des principaux produits exportés par le pays. En effet, on enregistre pour ce trimestre une baisse des exportations du coton de 94,4%; des arachides, sésame et autres graines et fruits oléagineux de 43,1%; des graisses et huiles animales et végétales de 52,7%; du matériel de transport de 67,2%. Malgré cette baisse des exportations, la balance commerciale du trimestre reste excédentaire.

En glissement annuel, on observe une faible variation des exportations. Elles baissent de 0,9% par rapport au troisième trimestre 2020. Cette faible baisse est la résultante d'un quasi-équilibre entre les produits dont les exportations ont augmenté et ceux dont les exportations ont diminué par rapport à leurs valeurs du troisième trimestre 2020.

Source : MINEFID / INSD



EXPORTATIONS EN VALEURS	2004	2017	2018	2019	2020
	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Part de l'or dans total	2,8%	68,8%	68,0%	73,3%	81,8%
Part du coton dans total	64,5%	12,6%	11,4%	9,0%	7,4%
Part des produits de l'élevage dans total	12,9%	1,1%	1,0%	1,0%	0,7%
Part du karité dans total	3,8%	3,3%	3,2%	3,2%	2,4%
Part du Sésame dans total	7,9%	2,9%	3,2%	3,5%	2,0%
Part des autres produits dans total	8,2%	11,4%	13,2%	10,1%	5,7%

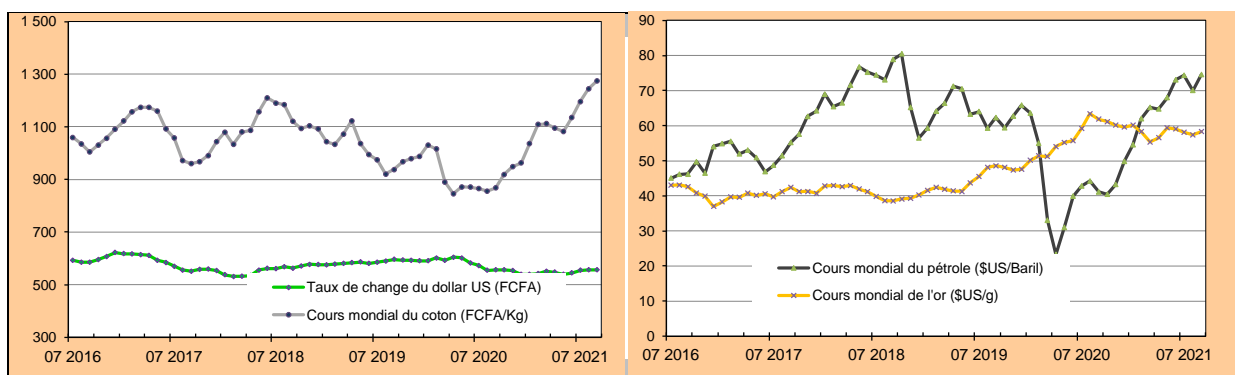


Depuis 2008, à la faveur de la reprise de l'exploitation industrielle des gisements d'or, la structure des exportations burkinabé a observé une mutation. D'une structure où prédominaient les exportations du coton (57%) et celles de produits de l'élevage (20,1%) en 2002, il ressort une prédominance de l'or avec 81,8% de la part des exportations en 2020. Cela se justifie principalement par les productions industrielles d'or qui ont atteint 62,1 tonnes en 2020.

Source : MINEFID / INSD

### COURS DES MATIERES PREMIERES

MARCHE INTERNATIONAL	3. Trim. 2020	4. Trim. 2020	1. Trim. 2021	2. Trim. 2021	3. Trim. 2021	Glissement	
Moyenne trimestrielle	2020	2020	2021	2021	2021	trimestriel	annuel
Taux de change du Dollar (en Francs CFA)	561,1	550,2	544,2	544,1	556,5	2,3%	-0,8%
Cours mondial du pétrole (en \$ US / Baril)	42,7	44,5	60,6	68,6	73,0	6,4%	70,9%
Cours mondial du coton (Indice Liverpool \$ US / tonne)	1 537,9	1 715,6	1 994,7	2 029,1	2 224,3	9,6%	44,6%
Cours mondial de l'Or (en \$ US / g)	61,5	60,3	57,9	58,3	57,9	-0,7%	-5,8%
Cours mondial du pétrole (1.000 Francs CFA / Baril)	24,0	24,5	33,0	37,3	40,6	8,8%	69,5%
Cours mondial du coton (1.000 FCFA / Kg)	862,7	943,5	1 085,6	1 104,0	1 237,8	12,1%	43,5%
Cours mondial de l'Or (1.000 Francs CFA / g)	34,5	33,2	31,5	31,7	32,2	1,6%	-6,5%
Pouvoir d'achat pétrolier du coton	0,036	0,039	0,033	0,030	0,030	3,0%	-15,4%



**- Taux de change du dollar :**

Sur le marché des changes, **le cours du dollar par rapport au FCFA reprend sa hausse.** Au troisième trimestre 2021, le cours a accru de 2,3% en ressortant en moyenne à 556,5 FCFA contre 544,1 FCFA le trimestre précédent. Toutefois, en glissement annuel, le cours actuel reste légèrement en-dessous de sa valeur par rapport au franc FCFA au même trimestre de l'année précédente. Il est en dépréciation de -0,8% ce trimestre comparativement au même trimestre de 2020. Cette évolution traduit la poursuite de la reprise économique mondiale, notamment à travers la confiance instaurée par la FED aux investisseurs face au billet vert.

**- Prix des produits exportés :**

**Progression soutenue du cours du coton sur les marchés mondiaux** depuis le 3<sup>ème</sup> trimestre 2020. La hausse du cours du coton s'est raffermie au troisième trimestre 2021 en passant à 2224,3 dollars la tonne contre 2029,1 dollars au trimestre précédent, soit +9,6% de hausse. En glissement annuel, il a augmenté de 44,6%. En outre, converti en francs CFA, la fibre de coton valait 1237,8 FCFA le kilogramme au troisième trimestre 2021, contre 1104,0 FCFA au trimestre précédent, soit une hausse de 12,1% et un glissement annuel de 43,5%. L'évolution du cours du coton s'expliquerait par la hausse de la demande mondiale, notamment, en Chine et en Inde. On note également, une baisse de production mondiale suite à une réduction des superficies aux USA, en Inde et au Pakistan.

**- Cours de l'or:**

**Au troisième trimestre 2021, le cours de l'or ressort quasi-stable.** Le cours du métal jaune a connu une baisse de 0,7% en rythme trimestriel. En effet, le cours de l'or s'est affiché, en moyenne à 57,9 dollars le gramme au deuxième trimestre 2021 contre 58,3 dollars au deuxième trimestre 2021. Sur la base annuelle, le cours de l'or est en dessous du niveau du même trimestre de l'année passée, avec une baisse de 5,8% au troisième trimestre 2021. Converti en francs CFA, l'or s'est échangé en moyenne à 32 231 francs le gramme, en légère hausse de 1,6% en rythme trimestriel et en baisse de 6,5% en glissement annuel. Cette situation du cours de l'or pourrait s'expliquer par l'effet conjugué de l'augmentation des craintes face à la crise du groupe chinois Evergrande dans un environnement de reprise économique mondiale qui rend l'or moins attractif pour les investisseurs.

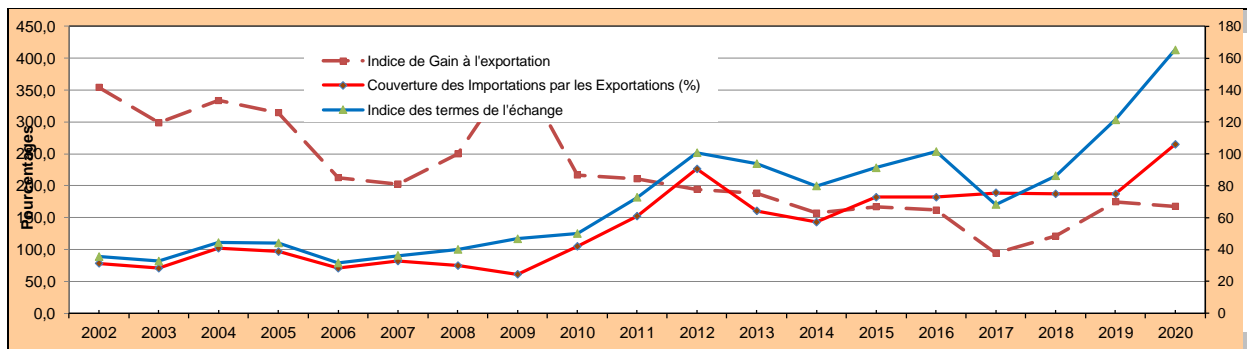
**- Prix des produits importés :**

**Sur le marché du pétrole, le troisième trimestre 2021 a connu la poursuite de la hausse des cours entamée depuis le 3<sup>ème</sup> trimestre 2020.** Le cours du baril de Brent s'est situé en moyenne à 73,0 dollars au troisième trimestre 2021 contre 68,6 dollars le trimestre précédent, correspondant à une augmentation de 6,4%. Comparé à la même période en 2020, le cours du baril de pétrole a enregistré une hausse de 70,9%. Exprimé en franc FCFA, il est en hausse de 8,8% et 69,5%, respectivement en rythme trimestriel et en glissement annuel. Cette hausse tendancielle du cours du baril de pétrole, pourrait s'expliquer par une hausse de la demande au regard de la forte reprise de l'activité économique mondiale, notamment en Chine et aux USA.

Source : MINEFID / D.G.E.P.

**INDICES DU COMMERCE EXTERIEUR**

TERMES DE L'ECHANGE Base 100 = 2007	12 2016	12 2017	12 2018	12 2019	12 2020	Var. 2020	
						Var./2019	Var./2018
Indice prix à l'exportation	160,7	178,3	263,1	263,4	314,0	19,2%	19,4%
Indice prix à l'importation	94,1	82,7	86,7	76,4	76,1	-0,5%	-12,2%
Indice des termes de l'échange	170,8	215,5	303,5	344,6	412,8	19,8%	36,0%
Indice de gain à l'exportation	37,7	48,5	69,9	77,8	67,1	-13,8%	-4,0%
Couverture des Importations par les Exportations (%)	75,6	74,9	74,9	77,3	106,0	37,1%	41,5%



Le taux de couverture des exportations par les importations a eu une allure tendancielle croissante depuis 2007. Il a progressé de 21,1% en décembre 2007 pour s'établir à 90,6% en 2011, année d'établissement de son premier pic dont l'évolution est en relation avec le boom minier. Depuis lors, le taux de couverture a auxillé autour de cette tendance pour atteindre un nouveau pic de 106,6% en décembre 2020 toujours en liens avec l'expansion minière.

Source : MINEFID / INSD

## Définitions et abréviations

BCEAO :	Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest
DGEP :	Direction Générale de l'Economie et de la Planification
DGESS :	Direction Générale des Etudes et des Statistiques Sectorielles
DGTCP :	Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique
ENEC :	Enquête Nationale sur les Effectifs du Cheptel
Est. :	Estimation
IHPC :	Indice Harmonisé des Prix à la Consommation
INSD :	Institut National de la Statistique et de la Démographie
MAAH :	Ministère de l'Agriculture et des Aménagements Hydrauliques
MINEFID :	Ministère de l'Economie, des Finances et du Développement
MRAH :	Ministère des Ressources Animales et Halieutiques
Prov. :	Données provisoires
SONAGESS :	SOciété NAtionale de GEstion du Stock de Sécurité alimentaire
TOFE :	Tableau des Opérations Financières de l'Etat
UEMOA :	Union Economique et Monétaire Ouest Africaine

### **Elevage:**

On entend de certains termes les définitions suivantes :

- taureau : bovin mâle de plus de trois ans,
- bélier : ovin mâle entier de plus de 15 mois ; ayant au moins 2 dents adultes,
- bouc : caprin mâle de plus de 15 mois ; ayant au moins 2 dents adultes.

Les marchés de référence sont :

- marché de production : Béna (province des Banwas, région de la Boucle du Mouhoun), To et Yilou
- marché d'exportation : Pouytenga (province du Kouritenga, région du Centre – Est), Fada N'Gourma et Bobo Colma.

Les données sur les prix des animaux sont collectées tous les jours de marché par des enquêteurs du dispositif du système d'information sur les marchés à bétail (SIM bétail).

Les effectifs du cheptel sont les résultats de deux enquêtes nationales réalisées respectivement en 1990 et en 2003 et

### **Monnaie:**

Les disponibilités monétaires (M1), correspondent à une notion étroite de la monnaie. Elles comprennent la monnaie fiduciaire qui est composée des billets et pièces émis par l'agence nationale de la BCEAO pour le Burkina Faso, desquels on déduit les encaisses du Trésor et des banques, et la monnaie scripturale qui correspond aux soldes créditeurs des comptes de dépôts à vue en francs CFA ouverts au nom des particuliers et entreprises dans les banques, à la BCEAO et auprès des centres de chèques postaux. La monnaie au sens large (M2) comprend en plus de M1, les avoirs sous forme de bons de caisse, comptes à terme et autres comptes d'épargne gérés par les banques pour le compte des agents économiques.

Le ratio M1/PIB exprime le taux de liquidité de l'économie, tandis que le ratio M2/PIB, est appelé "profondeur financière". En effet, la qualité de l'intermédiation financière et les écarts entre les agents à capacité de financement et ceux à besoin de financement peuvent être appréhendés par un indicateur comme M2/PIB. Il évolue souvent dans le même sens que le taux de liquidité mais à un niveau plus élevé.

### **Commerce extérieur:**

L'indice des termes de l'échange (ITE) est l'indice Paasches des prix à l'exportation (IPPE) rapporté à l'indice Paasches des prix à l'importation (IPPI). Si ITE < 100 on dit qu'il y a détérioration des termes de l'échange: ce qui signifie qu'il faudra exporter plus pour pouvoir payer une même quantité de produits étrangers achetés auparavant. Si ITE > 100 on dit qu'il y a amélioration des termes de l'échange : c'est à dire qu'une même quantité de produits nationaux permet maintenant d'acquérir une quantité plus importante de produits étrangers.

L'indice de gain à l'exportation (IGE) est égal à l'indice des termes de l'échange (ITE) rapporté à l'indice Laspeyres de volume

### **Soldes d'opinions:**

Les soldes d'opinions sont des indicateurs de perception des chefs d'entreprises, obtenus en faisant la différence entre la proportion de répondants ayant exprimé une opinion positive (hausse) et la proportion de répondants ayant exprimé une opinion négative (baisse).

### **Moyenne quinquennale:**

Pour les comparaisons aux trimestres des cinq dernières années, la moyenne quinquennale d'un trimestre i est obtenue en calculant la moyenne des cinq trimestres i des années considérées. Ainsi pour une année n, le taux de croissance du trimestre i par rapport aux cinq dernières années s'obtient par la formule:

$$\text{où } X_{n,i} \text{ représente la valeur de X au trimestre i de l'année n.}$$

$$\frac{\sum_{k=1}^5 X_{n-k,i}}{X_{n,i}}$$

## *Crédit des contributions*

<i>NOM, Prénoms</i>	<i>Tâches</i>	<i>Structures</i>
<b>RAMDE, B. François KABORE, Barbi NIANGAO, Issaka</b>	Coordonnateurs généraux	INSD
<b>KABORE, Barbi</b>	Indice harmonisé des prix à la consommation	INSD
<b>TASSEMBEDO Mathieu</b>	Prix des produits de l'élevage	DGESS/MRAH
<b>ZANGO/ZEBA Salimata</b>	Prix des produits agricoles	SONAGESS
<b>SANA Lassané</b>	Soldes d'opinions	INSD
<b>SOME, Sankar Placide</b>	Indice harmonisé de la production industrielle	INSD
<b>TASSEMBEDO Mathieu</b>	Production de l'élevage	DGESS/MRAH
<b>ZANGO/ZEBA Salimata</b>	Production de l'agriculture	SONAGESS
<b>OUEDRAOGO Mahamadi MILLOGO, François BASSOLE, Wilfried Gustave</b>	Finances publiques	DGESS/MINEFID DGTCP DGTCP
<b>TRAORE, Sibiri</b>	Situation monétaire	BCEAO
<b>TRAORE, Sibiri</b>	Secteur extérieur (Balance des paiements)	BCEAO
<b>OUEDRAOGO, Dansané</b>	Secteur extérieur (Export - Import)	INSD
<b>TOUGMA, Jean Gabriel SAWADOGO P. Dieudonné NEYA Ferdinand</b>	Secteur extérieur (Cours des matières premières) Comptes nationaux trimestriels	DGEP INSD